l'Humanité

Face à Kasbarian, la méfiance des syndicats

L'arrivée de cet ultralibéral au ministère de la Fonction publique inquiète les agents qui voient, derrière sa feuille de route, de nouvelles coupes budgétaires. P. 10



LOU BENOIST

« L'Amérique est décadente tel l'Empire romain »

Le réalisateur Francis Ford Coppola raconte la genèse de son film *Megalopolis*, revient sur la dictature de l'argent dans le 7e art et espère l'élection de Kamala Harris. Entretien. P. 18

MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024. | N° 24034. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

L'EXODE FORCÉ DES LIBANAIS

Benyamin Netanyahou étend sa guerre en frappant le pays du Cèdre. De Tyr à Beyrouth, reportage auprès des déplacés qui fuient le Sud et les bombardements de l'armée israélienne. P. 2

HASSAN AMMAR/AP/SIPA

BELGIQUE 2,80 € – MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € – MAROC 34 MAD
M 00110 - 925 - F: 2,70 €

Annonces légales et judiciaires en page 12.



ÉDITORIAL
PAR STÉPHANE SAHUC

Ouvrir la voie

Jusqu'où ira Benyamin Netanyahou ? Les capacités militaires et de renseignement d'Israël sont à leur apogée et rien ni personne dans la région ne semble être en mesure de s'y opposer efficacement. La population de Gaza et les Libanais payent le prix fort de la surenchère guerrière voulue par le pouvoir israélien. Les alliés occidentaux d'Israël, à commencer par les États-Unis, pourraient imposer une désescalade.
Mais Tel-Aviv fait le pari que rien ne bougera du côté de l'échiquier mondial. Et il y a quelques solides exemples pour conforter le chef du gouvernement israélien dans cette position. Depuis le déclenchement des bombardements sur Gaza, les allers-retours d'Antony Blinken, ses mises en garde, ses appels à la retenue ont été suivis d'une rallonge de 20 milliards de dollars d'aide militaire à Israël décidée par Joe Biden. Sans oublier que, à l'approche des élections américaines, les partisans du Parti démocrate opposés à la guerre et à l'occupation sont fermement invités à mettre une sourdine, de crainte que leurs critiques à l'encontre d'Israël ne poussent les électeurs vers Donald Trump… au risque de perdre les autres. Alors Israël se précipite, les yeux grands ouverts, dans une autre guerre, au Liban cette fois. Et l'escalade continue, qui finira inéluctablement par mettre le feu au Moyen-Orient et peut-être au-delà. Sauf à ce que Netanyahou perde son pari insensé.

Les alliés d'Israël, à commencer par les États-Unis, pourraient imposer une désescalade.

Le monde condamne la politique d'Israël. Pour preuve, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, le 18 septembre, une résolution reconnaissant l'occupation israélienne de la Palestine comme illégale. La France a voté pour cette résolution. Le président Macron, qui intervient à la tribune de l'ONU dans les prochaines heures, doit s'appuyer sur cette volonté mondiale pour engager notre pays dans des initiatives diplomatiques fortes. En particulier annoncer un embargo sur les fournitures militaires à Israël tant que cet État n'aura pas engagé la désescalade, qui doit commencer par un cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt des bombardements au Liban. Un premier pas qui pourrait ouvrir la voie à un apaisement régional. ■

« Malgré la douleur, nous retournerons chez nous »

PROCHE-ORIENT L'armée israélienne a poursuivi, ce mardi, les bombardements sur le Sud Liban et la capitale, Beyrouth. La veille, plus de 550 personnes avaient trouvé la mort dans ces raids. Des milliers de familles de Tyr et de Hoch ont pris la route pour fuir la folie meurtrière de Tel-Aviv.

Tyr, Beyrouth (Liban), correspondance particulière.

Assis devant sa boutique de vêtements, Ibrahim vient de vivre un petit matin de guerre. À 6 h 30, une frappe israélienne l'a violemment sorti de son sommeil. *« Le bruit de l'explosion nous a brusquement réveillés, la maison a tremblé. Comme à notre habitude, nous avons immédiatement consulté nos groupes WhatsApp pour prendre des nouvelles de nos proches et savoir où s'étaient produits les raids. C'est devenu un réflexe, une routine. Après avoir échangé quelques messages rassurants, nous avons repris notre journée comme si de rien n'était. Je suis allé travailler, mes amis aussi. Nous avons tous fait abstraction de ce qui venait de se passer. »* Depuis lundi matin, les raids israéliens s'intensifient sur les villages du Sud Liban et de la vallée de la Bekaa. Ce mardi, plus de 30 attaques aériennes ont frappé, dès l'aube, la ville de Tyr et la localité de Hoch.

Café à la main, l'épouse d'Ibrahim le rejoint et s'installe à côté de son fils. Son frère, Hassan, fait alors remarquer les vrombissements incessants des drones israéliens. L'ambiance est tendue, le soleil lourd, aveuglant, seule l'odeur du café ici a quelque chose de réconfortant. Lorsque soudain plusieurs missiles s'abattent à proximité, la famille ne réagit quasiment pas. L'épouse d'Ibrahim annonce en regardant son téléphone : *« C'est à côté de l'hôpital libano-italien »*, dans la région de Hoch. Les visages se crispent. Les yeux rivés sur l'écran de son smartphone, chacun s'assure que tout le monde va bien.

Les détonations sont de plus en plus proches et les ambulances sillonnent les rues, sirènes hurlantes. L'une d'elles arrive aux urgences de l'hôpital Jabal-Amel, à deux minutes à pied du commerce d'Ibrahim. La peur s'installe, la tension monte. Il est 11 heures et plusieurs familles décident de prendre le chemin de l'exode, laissant derrière elles villages et maisons. Très vite, l'autoroute qui mène à Beyrouth est prise d'assaut. La circulation devient dense, chaotique, et les panaches de fumée qui déchirent le paysage le long du trajet témoignent de la violence des bombardements israéliens. Arrivés à hauteur de Saïda, au sud de Beyrouth, une frappe touche la localité de Ghaziyeh, à quelques kilomètres de là. Jihad Saadé, le directeur de l'hôpital gouvernemental Rafic-Hariri, à Beyrouth, nous confiera plus tard que des dizaines de blessés, qui ont pu atteindre l'établissement, souffrent de traumatisme crânien dû à l'effondrement de leur maison. Il affirme que tous les blessés admis à l'hôpital sont des civils et que plusieurs ambulances ont été obligées de rebrousser chemin.

Déjà, en 2006, ils avaient dû fuir leurs foyers. Leur vie est une série de fuites et de retours.

Dans la capitale libanaise, l'arrivée des réfugiés du Sud oblige à organiser l'aide d'urgence et la solidarité. Ce

REPORTAGE

Bombardements du village de Taibeh, dans le sud du Liban, le 23 septembre. MARWAN NAAMANI/ZUMA/ABACA

jour-là, le soleil décline sur Beyrouth et dans le bâtiment de l'école hôtelière, il fait déjà très sombre. En moins d'une heure, plus de 35 familles sont arrivées là, à Dekwaneh, l'un des deux endroits dans la capitale que le gouvernement libanais a désignés pour accueillir ceux qui ont fui le Sud et les tapis de bombes israéliennes.

« CET ÉTAT NE FAIT AUCUNE DISTINCTION ENTRE LES CIBLES MILITAIRES ET LES CIVILS »

Maryam est pliée en deux et tient fermement le bras de son mari. À côté d'elle, sa belle-sœur essaie de calmer ses trois filles. Enceinte de huit mois, Maryam est épuisée physiquement et moralement. Elle a peur pour le fils qu'elle attend. Mais elle veut rester forte pour ses filles. *« On était déjà pauvres et maintenant on sombre dans l'indigence. Pas de travail, pas d'école*, déplore-t-elle. *On ne peut pas garantir la sécurité de nos enfants. Au début de ma grossesse, la situation n'était pas bonne mais là, je vais bientôt accoucher et c'est de mal en pis. »*

Dans un grand brouhaha, des enfants au visage fermé courent dans tous les sens. Des volontaires de Caritas-Liban se pressent pour accueillir les nouveaux venus avec compassion et patience. Dans le seul bureau éclairé du bâtiment, Jad Naddaf, directeur technique de l'établissement, inscrit le nom de chaque personne qui dormira à l'école cette nuit, consigne son numéro de téléphone et prend note du nombre de membres de chaque famille. Son téléphone ne cesse de sonner. Entouré d'une dizaine de personnes, il continue à gérer, imperturbable, tout en répondant aux questions. *« On peut accueillir beaucoup de gens*, explique-t-il. *On travaille de pair avec les autorités concernées, officielles et sociales, pour assurer matelas et nourriture. Ce sont des Libanais, nos parents, on se doit de les accueillir. Solidarité oblige. »* Et de poursuivre : *« La majorité des gens viennent du Sud, mais quelques familles sont arrivées de la Bekaa. »*

Au 4e étage, les chambres sont déjà pleines. Ali, 35 ans, vient de Maaroub, un village du Sud Liban. Il a fait le chemin avec 30 membres de sa famille. Déjà, lors de la guerre de 2006, ils avaient dû fuir leurs foyers. Leur vie, finalement, est une série de fuites et de retours.



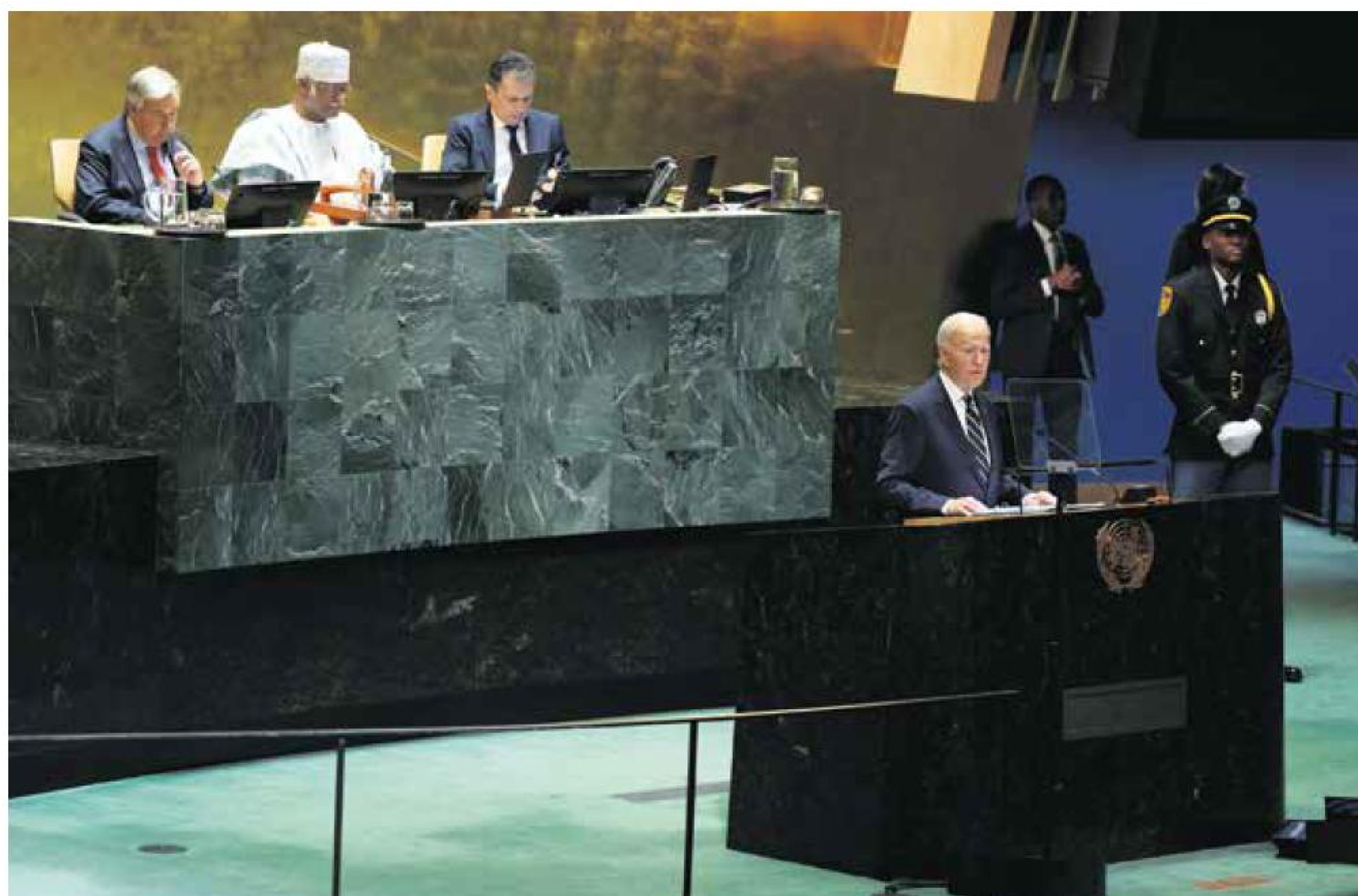
Ce retour, Ibrahim y croit dur comme fer. Lui qui avait quitté son village d'Aïta el-Chaab, *« un village agricole limitrophe des territoires palestiniens occupés »*, dès le 8 octobre 2023 pour trouver refuge dans la ville côtière de Tyr, explique que les bombardements israéliens sur Aïta ont commencé juste après la riposte du Hezbollah au *« génocide de Gaza »*. Onze mois plus tard, le village n'est plus qu'un champ de ruines. *« Tout est détruit »*, soupire-t-il. À chaque fois que la famille retournait au village, poursuit-il, sa fille, âgée de 7 ans, ramassait des cailloux autour de la maison pour les mettre dans un sac. *« C'est avec ces pierres que nous allons reconstruire notre maison »*, promettait-elle. *« Nous avons tant souffert depuis les années quatre-vingt, sous l'occupation, puis en 2006. Malgré la douleur, nous retournerons chez nous. Nous rebâtirons notre village, pierre par pierre »*, jure le père de famille. Comme d'autres sans doute, les habitants d'Aïta sont prêts à tous les sacrifices pour lutter *« contre cet État israélien qui ne fait aucune distinction entre les cibles militaires et les civils »*, affirme-t-il avec colère.

La nuit est tombée sur la capitale libanaise et, dans la banlieue de Beyrouth, à Dekwaneh, les réfugiés continuent d'affluer. Originaire du Sud Liban, Mohammad, père de trois enfants, voit dans cette épreuve une opportunité. *« Heureusement que la guerre s'est intensifiée. Cette armée (israélienne) ne s'épuisera que si on la combat. Il faut mettre fin à ce conflit »*, juge-t-il. Reste les conséquences dramatiques, les morts, les blessés, les gamins traumatisés, les dizaines de milliers de déplacés dont certains ont tout perdu. Mohammad évoque la peur de ses enfants et sa foi comme rempart.

Dans le bâtiment de l'école hôtelière, il fait toujours aussi sombre. Les visages fatigués sont éclairés par les écrans des téléphones portables. Épuisée, une volontaire de Caritas murmure : *« Demain, tout ira mieux. Les débuts sont toujours difficiles. »* ■

MIRNA BASSIL

l'Humanité
MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024.



« Nous restons déterminés à empêcher une guerre généralisée », a déclaré Joe Biden devant l'Assemblée générale des Nations unies, ce mardi. SHANNON STAPLETON/ REUTERS

Benyamin Netanyahou profite des contradictions de Washington

Alors qu'Israël bombarde le Liban et continue d'occuper les territoires palestiniens, les États-Unis soutiennent toujours leur allié au Proche-Orient.

La vidéo publiée sur les réseaux sociaux est lunaire. Benyamin Netanyahou s'adresse en anglais aux Libanais. *« La guerre d'Israël n'est pas contre vous, mais contre le Hezbollah, qui vous utilise depuis trop longtemps comme boucliers humains »*, affirme-t-il, usant de la même rhétorique qu'à Gaza pour les mêmes résultats : les bombardements israéliens au Liban ont, en quelques jours à peine, déjà tué plus de 558 personnes, dont de nombreux civils et enfants.

Tel-Aviv étend sa guerre régionale, sans aucun frein de la part de Washington, ni de quiconque. Après bientôt un an de bombardements et plus de 41 000 morts dans l'enclave palestinienne, Joe Biden répète vouloir un cessez-le-feu à Gaza, sans pour autant retenir le bras d'Israël. Maintenant que ce dernier s'abat sur le Liban, alimentant les craintes américaines d'un conflit régional, le président sortant agira-t-il enfin ? L'ouverture de ce nouveau front est une autre bravade du gouvernement israélien envers l'allié états-unien, après plusieurs mois de fausses promesses de Benyamin Netanyahou à Joe Biden et son secrétaire d'État, Antony Blinken, quant à l'acceptation d'un cessez-le-feu dont on sait maintenant qu'il ne l'a jamais voulu.

Le premier ministre israélien veut raser Gaza, avancer toujours plus dans la colonisation de la Cisjordanie et poursuivre la guerre, *« pour rester au pouvoir et hors des tribunaux »*, écrit David Sanger dans le *New York Times*. Mais Washington ne réagit pas, si ce n'est en envoyant toujours plus d'armes à Tel-Aviv, espérant peut-être un affaiblissement de « l'axe iranien ». *« Nous restons déterminés à empêcher une guerre généralisée dans la région*, a déclaré Joe Biden devant l'Assemblée générale des Nations unies, ce mardi. *Le Hezbollah, sans avoir été provoqué, s'est joint aux attaques du 7 octobre, et un an plus tard, trop de personnes restent déplacées des deux côtés de la frontière libano-israélienne. »* Le président états-unien a également évoqué la *« menace croissante que représente l'Iran, qui ne doit jamais mettre la main sur l'arme nucléaire »*. Alors même qu'il était encore à la tribune, Benyamin Netanyahou a fait savoir que les frappes sur le Liban allaient continuer.

En plus des 40 000 soldats déjà présents, l'armée américaine a annoncé qu'elle allait envoyer d'autres troupes dans la région.

Dans les faits, l'armée américaine a annoncé qu'elle allait envoyer d'autres troupes dans la région, déjà garnie de quelque 40 000 soldats en Syrie, en Irak ou dans le golfe Persique. Une manœuvre effectuée *« par excès de prudence »*, selon Patrick Ryder, attaché de presse du Pentagone. *« Une incursion terrestre (au Liban) est possible »*, a déclaré de son côté, sans sourciller, l'ancienne colonelle israélienne Miri Eisin à l'AFP.

Le trou noir créé par Israël aspirera-t-il Washington et Téhéran ? À New York, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a temporisé. *« Le chemin est encore long avant une éventuelle implication directe de l'Iran dans la guerre »*, a-t-il déclaré, en rappelant toutefois son soutien au Hezbollah, qui *« ne peut pas s'opposer seul à un pays qui est défendu, soutenu et approvisionné par les pays occidentaux, les pays européens et les États-Unis »*.

AXEL NODINOT

À l'ONU, Antonio Guterres dénonce « l'ère de l'impunité »

La 79e Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte dans un contexte de violation de la souveraineté du Liban par Israël. Plusieurs dirigeants réclament une refonte du Conseil de sécurité.

« C'*est l'ère de l'impunité.* » Depuis le siège des Nations unies à New York, le secrétaire général, Antonio Guterres, a ouvert la 79e Assemblée générale par un discours cinglant à l'intention des dirigeants présents. *« Aujourd'hui, un nombre croissant de gouvernements et d'autres acteurs se sentent autorisés à bénéficier, comme au Monopoly, d'une carte "Vous êtes libéré de prison". Ils peuvent fouler aux pieds le droit international. Ils peuvent violer la charte des Nations unies. Ils peuvent ignorer les conventions internationales relatives aux droits humains ou les décisions des tribunaux internationaux. Ils peuvent bafouer le droit international humanitaire. Ils peuvent envahir un autre pays, dévaster des sociétés entières ou mépriser complètement le bien-être de leur propre peuple. Sans que rien ne se passe »*, a-t-il dénoncé, évoquant le Moyen-Orient, l'Europe ou la Corne de l'Afrique.

Antonio Guterres a également averti l'Assemblée : *« Le Liban est au bord du gouffre. »* La situation dans la bande de Gaza *« est un cauchemar permanent qui menace d'emporter toute la région dans le chaos »*. Il a réclamé une nouvelle fois *« un cessez-le-feu immédiat »* dans le territoire palestinien. *« Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Les peuples du monde se tournent vers nous. Qu'ils nous trouvent du côté des valeurs et des principes partagés et du bon côté de l'histoire »*, a conclu le secrétaire général.

« Ce ne sont pas seulement les enfants, c'est aussi le système de l'ONU qui meurt à Gaza », a condamné le président turc, Recep Tayyip Erdogan, car elle est devenue une *« structure dysfonctionnelle »*. À l'instar de son homologue turc, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et, de manière plus surprenante, l'Américain Joe Biden ont reconnu que le Conseil de sécurité et le système de membres permanents devaient être réformés. Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a expliqué sur X avoir averti le secrétaire général des Nations unies lors de leur rencontre que *« l'inaction de l'ONU face aux crimes du régime d'occupation était insensée et incompréhensible »*. Il a également exprimé sa *« profonde inquiétude quant à l'extension du conflit à l'ensemble du Moyen-Orient »*.

En marge de l'Assemblée générale, plusieurs pays ont de leur côté dénoncé le danger pour la sécurité régionale que revêtent les opérations israéliennes au Liban. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Lin Jian, a fait part de son opposition *« aux violations de la souveraineté et de la sécurité du Liban »*.

VADIM KAMENKA

«On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre.»

Jean Jaurès

L'HOMME DU JOUR



JERMOE DOMINÉ/ABACAPRESS.COM

Antoine Dupont

Champion de France, champion d'Europe avec le Stade Toulousain et champion olympique de rugby à VII avec l'équipe de France, Antoine Dupont a éclaboussé de son talent l'année 2024. C'est donc en toute logique qu'il a été honoré, lors de la Nuit du rugby. Lundi à l'Olympia, le Toulousain a été appelé à deux reprises sur la scène afin d'y recevoir le prix du meilleur international français de l'année, puis celui de meilleur joueur du Top 14. Le visage marqué, avec un œil au beurre noir et une joue tuméfiée en raison d'une opération destinée à lui enlever les plaques ayant aidé à la consolidation de sa pommette fracturée lors de la Coupe du monde 2023, le demi de mêlée ne semble pas vouloir s'arrêter en si bon chemin : *« Je n'ai que 27 ans, il me reste encore des années de carrière et des choses à gagner. »*

ÉRIC SERRES

COUP DE PROJECTEUR

La Californie contre ExonMobil

Le pollueur va peut-être passer à la caisse. La Californie poursuit le groupe pétrolier et fabricant de plastique ExxonMobil, qu'elle accuse d'avoir trompé les consommateurs en leur faisant croire que les déchets plastiques sont recyclés, alors que ce n'est le cas que de 5 % d'entre eux aux États-Unis.

COUP DE CŒUR

Marseille rend hommage à la marche pour l'égalité

Une avenue dans le 14e arrondissement a été renommée Marche-Pour-l'Égalité-et-Contre-le-Racisme. La nouvelle appellation de l'artère rend ainsi hommage au grand mouvement des jeunes lancé en 1983, dont le parcours a débuté dans la cité phocéenne.

L'œil de Gros



LA BONNE NOUVELLE Les laboratoires mis à l'amende pour des stocks insuffisants

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a condamné une dizaine de laboratoires pharmaceutiques à verser 8 millions d'euros. Les groupes sanctionnés, comme Biogaran, Sandoz, Viatris, n'ont pas respecté l'obligation qui leur est faite de disposer de quatre mois de stock de sécurité de médicaments. Il s'agit en particulier de ceux pour lesquels une interruption de traitement peut mettre en danger la vie du patient à court ou moyen terme. *« Les plus grosses sanctions concernent des génériques correspondant aux principales ruptures d'approvisionnement constatées ces dernières années »*, a expliqué à l'AFP Alexandre de La Volpilière, directeur général de l'ANSM. Une des plus grosses amendes a été établie pour l'irbésartan, molécule prescrite contre l'hypertension. Mais on compte aussi des anticancéreux, des antimicrobiens… Ces sanctions sont sans précédent. L'an dernier elles étaient d'à peine plus de 500 000 euros.

PIERRE CHAILLAN

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Climat La déforestation et les incendies dévastateurs en Amazonie, région qui joue un rôle crucial contre le réchauffement climatique d'origine humaine, font peser le risque de *« conséquences irréversibles »*, prévient une étude du Réseau amazonien d'information socio-environnementale et géographique (RAISG). Une alerte a également été émise par l'observatoire européen Copernicus qui indique notamment que l'Amazonie a connu ces derniers mois les *« pires incendies en deux décennies »*.
Medef S'il se dit *« prêt à discuter »* d'une hausse de la contribution des entreprises, le président du Medef, Patrick Martin, pose ses *« conditions »* dans un entretien au *Parisien* : que l'austérité soit la règle et qu'on ne *« tire pas trop sur la corde »*, chantage à l'emploi à la clé.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH



BRUNO ARBESU

Géographie

Ça fait un bail, cent cinquante ans, depuis que la France entraînait les troupes du shogunat d'Edo au Japon. Cinquante légionnaires français ont participé, du 8 au 21 septembre, à des manœuvres avec l'armée japonaise. Les forces adverses venaient d'un « pays rouge » au nord-ouest. On ne voit pas qui ça peut-être. Pour l'un des officiers commandant l'opération, l'objectif est clair : *« Nous montrons à nos compétiteurs et ennemis que la France et le Japon sont des partenaires forts. »* Un général en dit plus : *« Nous affirmons notre position de puissance régionale du Pacifique. Si les intérêts du Japon sont menacés, les intérêts de la France le sont aussi, car nous sommes une nation du Pacifique. »* La France est la seule nation européenne dans ce cas, avec 1,6 million d'habitants en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti où nous avons des forces à demeure. D'où la défense de nos intérêts pacifiques en même temps que ceux du Japon, des États-Unis, de l'Australie, du Royaume-Uni. On comprend tout ça un peu mieux quand on connaît la géographie.

LE FIL ROUGE

Aurillac (15) Le Conseil national de la Résistance fête ses 80 ans. À cette occasion, l'UD-CGT Cantal organise une soirée spéciale avec une conférence-débat de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT et autrice de la préface « Il est minuit moins le quart » à la réédition des *Jours heureux*, et de Baptiste Giron, historien. Le 26 septembre à partir de 18 h 30 au cinéma le Cristal.
Clermont-Ferrand (63) Les Amis de l'Humanité 63 vous invitent à une rencontre avec Michel Dias, professeur de philosophie et auteur de *la Citoyenneté confisquée. Nouvel essai de refondation du politique*, le 27 septembre à 20 heures, salle multimédia Georges-Conchon, rue Léo-Lagrange.
Paris (5e) Les Amies rouges vous convient au vernissage de l'exposition « Mémoires gitanes », du photographe Jacques Léonard, le 28 septembre, de 15 heures à 18 h 30, au 10, rue Domat.

l'Humanité
MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024.

L'écologie flambée au grand Barnier



GOUVERNEMENT Le premier ministre fut l'un des pionniers de son camp sur les questions environnementales. Mais, au vu des équilibres ministériels et parlementaires comme des antécédents de sa famille politique, le locataire de Matignon ne sauvera sans doute pas la planète.



JEANNE ACCORSINI/SIPA

La composition du gouvernement de Michel Barnier inquiète les associations environnementales.

Il est des tirades qu'un chiraquien qui se respecte ne peut oublier. *« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs »* en est une. Michel Barnier va devoir, maintenant qu'il est à Matignon, prouver qu'il ne l'a pas effacée de sa mémoire. Lui, l'auteur de l'essai *le Défi écologique* (1990), que *le Point* vend comme *« le plus écolo des premiers ministres »*, eu égard à son action de ministre de l'Environnement (1993-1995), puis de l'Agriculture (2007-2009). Instauration du principe de pollueur-payeur, création de la Commission nationale du débat public, plan Ecophyto de réduction des pesticides, instauration du « fonds Barnier » sur la prévention des risques naturels majeurs… Le nouveau premier ministre a en effet un bilan à défendre en la matière.

Mais depuis… plus rien. *« Il était l'un des rares à droite à s'intéresser à l'écologie, mais il n'en parle quasiment plus, sauf pour critiquer l'éolien ou Greta Thunberg »*, relève la journaliste Justine Reix, autrice de *la Poudre aux yeux*, une enquête sur le ministère de l'Écologie. Quinze ans lors desquels Michel Barnier est resté plutôt muet sur le sujet, jusqu'à début septembre et la passation de pouvoir. Sur le perron de Matignon, il affirme vouloir *« dire la vérité »* sur *« la dette financière et la dette écologique »*, sans autre explication ni développement. *« C'est une façon de dire "je coche la case", mais il n'avait rien à dire dessus car ce n'est plus une priorité »*, perçoit Anne Bringault, directrice des programmes du Réseau Action Climat. Même critique du côté de France Nature Environnement : *« Nous nous attachons aux actes plus qu'aux discours et aux formules,* rappelle Antoine Gatet, président de l'association. *La "dette écologique" relève du discours, la composition du cabinet relève des actes. »* Une référence à la nouvelle configuration des équipes à Matignon, où le secrétaire général à la Planification écologique n'est plus membre du cabinet, comme c'était le cas depuis 2022. *« C'était un vrai travail utile, notamment pour expliquer les politiques publiques et mettre en place la territorialisation de la planification. C'est dommage de perdre cette occasion »*, raille Jean-Marc Zulesi, ancien président de la commission Développement durable à l'Assemblée et ex-député Renaissance.

Plus largement, le casting chargé de mener la lutte contre le dérèglement climatique ne convainc pas. Liée à l'industrie pétrolière, Agnès Pannier-Runacher se voit confier le ministère de la Transition écologique (MTE), avec sous sa responsabilité une ministre déléguée à l'Énergie, Olga Givernet, ex-salariée du secteur de l'aviation, spécialisée dans le domaine des jets privés. Le MTE voit aussi disparaître le portefeuille biodiversité et perd la main sur la mer et la forêt, ainsi que sur les transports et le logement, deux secteurs parmi les plus émetteurs de gaz à effet de serre. *« Pour gagner des arbitrages, il faut que le ministère ait le périmètre le plus large possible. Or, là, ça pose question… »* euphémise Jean-Marc Zulesi. Sans parler de l'agriculture où la nouvelle titulaire du dossier, Annie Genevard, anti-écolo notoire dont le suppléant est un cadre local de la FNSEA du Doubs, sera la courroie de transmission de l'agro-industrie, allergique à tout changement de modèle.

> **« Les arbitrages iront du côté des économies budgétaires. »**
> CYRIELLE CHATELAIN, PRÉSIDENTE DU GROUPE ÉCOLOGISTE ET SOCIAL

« Nous voulons une politique en rupture avec ce qui a été fait jusqu'ici, et lorsqu'on regarde les parcours des ministres, ça n'en prend pas le chemin. On n'obtiendra rien sans mobilisation », assure Fabienne Rouchy, responsable des questions environnementales à la CGT. Comme seule source d'espérance, Anne Bringault met en avant la position d'Agnès Pannier-Runacher lors de son intronisation, *« lorsqu'elle a redit que les quatre piliers de la politique énergétique sont le nucléaire – bien qu'il s'agisse d'un cul-de-sac pour nous –, la sobriété, l'efficacité énergétique et*

les énergies renouvelables, pour lesquelles nous avons de grandes attentes ».

Même si Michel Barnier et ses ministres voulaient mener une grande politique écologique, le pourraient-ils ? Déjà peu pro-écologie lors de la mandature 2022-2024, l'Assemblée a vu ses équilibres bouleversés après la dissolution. Et le gouvernement que soutient la majorité très relative, composée du camp présidentiel en cheville avec l'industrie et d'une droite à la limite du climatoscepticisme, compte sur la mansuétude du Rassemblement national, très hostile à l'écologie.

LE MIRAGE DE SOLUTIONS MIRACLES

D'où le rire nerveux que Cyrielle Chatelain, présidente du groupe Écologiste et social au Palais Bourbon, laisse s'échapper lorsqu'elle est questionnée sur ses potentiels espoirs pour la session parlementaire. *« J'ai plutôt de grosses inquiétudes*, corrige-t-elle. *Les arbitrages iront du côté des économies budgétaires. Les macronistes prennent en compte la question climatique, mais sont dans le déni en pensant qu'on trouvera bientôt des solutions miracles, comme le carburant pour avion qui permettra de ne pas diminuer le nombre de vols. »* Pour la députée, le salut pourrait venir de propositions de loi consensuelles, *« comme cela a été le cas lors de la précédente mandature pour, par exemple, interdire les polluants éternels ou les aides à la rénovation à destination des propriétaires »*. Rien qui *« renverse la table »*, donc.

« Il n'y aura pas de transition écologique sans les salariés. Il faut transformer l'appareil productif et ce n'est pas dans l'ADN de la droite », rappelle Fabienne Rouchy. Et Justine Reix d'abonder : *« Sous la droite, l'écologie – perçue comme forcément punitive – est souvent muselée par Bercy et le ministère de l'Agriculture. Les lobbies agricoles, de la chasse et des grosses industries se frottent alors les mains, car ils y voient un signe de stabilité, voire un champ des possibles. »*

À court terme, le projet de loi de finances, présenté aux députés le 9 octobre, donnera une première indication sur l'ampleur des renoncements. *« J'entends le sujet de la dette publique, mais la crise écologique est au-dessus : on ne devrait pas rogner sur ce budget »*, plaide Jean-Marc Zulesi. D'après *la Tribune*, l'écologie gagnerait 2,1 milliards d'euros de crédits par rapport à 2024. Une hausse en trompe-l'œil, puisque l'exécutif avait, en début d'année, retiré 2,2 milliards d'euros au MTE par rapport au budget voté par l'Assemblée nationale. Notre maison brûle et Bercy regarde ailleurs.

EMILIO MESLET

« Nous demandons de véritables assises de l'enfance »

SOLIDARITÉ Le collectif Les 400 000, qui réunit des acteurs de la société civile engagés pour la protection des mineurs, appelle à manifester mercredi 25 septembre. **Daniel Goldberg**, président de l'Uniopss, attend une véritable politique de l'enfance.

La commission d'enquête parlementaire sur la protection de l'enfance, à laquelle vous participiez, a été stoppée par la dissolution. Pourriez-vous revenir sur cette expérience ?

Il ne peut pas y avoir une bonne protection de l'enfance sans une politique à hauteur de l'enfant. Nous avons eu l'impression que les députés prenaient conscience que le sujet ne concerne pas un nombre minime de mineurs à protéger, mais des centaines de milliers d'enfants. Certains acteurs publics mettent les difficultés de la protection de l'enfance sur le dos des mineurs non accompagnés. Pour nous, ce sont des enfants à protéger. Or, les dysfonctionnements que connaît la protection de l'enfance, dans les foyers ou dans l'accompagnement à domicile, s'expliquent en partie par l'extrême faiblesse du modèle socio-économique des associations à qui ces tâches sont confiées. Voilà des années que nous tirons la sonnette d'alarme. Les associations sont structurellement fragilisées par une pénurie chronique de moyens humains et financiers. Le résultat, c'est que les décisions de l'aide sociale à l'enfance (ASE) sont mises en œuvre avec un décalage parfois très important. Or il s'agit, dans certains cas, de protéger des mineurs victimes de violences intrafamiliales. C'est la responsabilité de la République. Nous avons donc appelé à un plan Marshall pour la protection de l'enfance. De nombreuses situations se détériorent en raison d'une prise en charge trop tardive. L'ASE fait face à des situations de plus en plus complexes qui font peser sur elle de plus grandes responsabilités.


FRANÇOISE STIJEPOVIC

DANIEL GOLDBERG
Président de l'Union nationale interfédérale des organismes non lucratifs privés sanitaires et sociaux

Agnès Canayer vient d'être nommée ministre déléguée à la Famille et à la Petite Enfance. Que pensez-vous de ce nouvel intitulé ?

Le terme de famille n'est plus au pluriel mais au singulier. Ce qui interroge. Pareil pour celui de petite enfance, qui ne représente qu'un pan de la protection de l'enfance. Au final, nous ne savons pas qui, parmi les ministres, s'occupe de l'enfance. Nous attendons de voir ce que prévoit le nouveau ministre des Solidarités.

Qu'attendez-vous de la mobilisation ?

Nous demandons aux gouvernants de permettre à l'ensemble des enfants d'être convenablement accompagnés. Les déclarations d'intention, c'est bien, mais il faut agir ! L'État et les départements se renvoient les responsabilités : aucun ne veut créer les structures et les emplois publics nécessaires et ils confient aux associations la responsabilité de gérer l'accompagnement des mineurs. Mais celles-ci ont besoin, pour mener à bien leurs actions, de dotations à la hauteur et d'une revalorisation des métiers du social. Soit on accompagne tous les jeunes qui en ont besoin, soit on oblige les associations à trier – ce qu'elles refusent de faire. Il faut un état des lieux des besoins par territoire. Nous demandons de véritables assises de l'enfance. On ne trouvera pas de débouchés à la crise sans une politique de l'enfance plus vaste, qui chiffre les besoins réels en termes humains et financiers.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BÉRÉNICE PAUL

LA CHRONIQUE FÉMINISTE DE VIOLAINE DE FILIPPIS-ABATE
AVOCATE


MAGALI BRAGARD

Place aux actes!

Récemment, 200 hommes ont signé une tribune dans *Libération*, appelant à lutter concrètement contre la domination masculine. Si cette initiative est encourageante, les figures masculines engagées pour l'égalité pouvant servir de modèles, cela ne doit pas s'arrêter à des mots. Parmi les signataires, certains sont déjà actifs dans la lutte contre les violences faites aux femmes. On relèvera à ce titre notamment les signatures de Thomas Piet, auteur de nombreux livres engagés contre le sexisme ordinaire, ou encore de Cédric Rostein, créateur du podcast *Papatriarcat*, qui s'interroge sur la parentalité et l'éducation égalitaire. Cependant, il est légitime de se questionner sur d'autres, qui apparaissent pour la première fois dans ce débat. Sont-ils sincèrement investis ou cherchent-ils simplement à se montrer sous un jour favorable ? Le paradoxe est ici frappant : la tribune elle-même recommande aux hommes d'agir *« en silence, sans le crier sur tous les toits, sans attendre des applaudissements »*. Or, la publication d'un tel texte dans un grand journal national sans avoir auparavant agi de manière concrète, semble en contradiction avec cette idée d'humilité et de discrétion. La mise en lumière publique, pour certains, pourrait donc être une stratégie d'image plus qu'une véritable implication.

Car une tribune, aussi percutante soit-elle, reste un geste symbolique. Pour changer le système, ce sont les actions concrètes qui comptent. Nous sommes tous plongés dans une société patriarcale, qui conditionne nos comportements, attitudes et croyances. Les violences sexistes ne sont pas des incidents isolés ; elles forment un continuum, allant des remarques ou comportements jugés anodins aux violences de toute nature, jusqu'aux féminicides. Ce continuum est profondément ancré dans notre société et doit être combattu à toutes les échelles. La tribune le rappelle justement : *« Tous les hommes, sans exception, bénéficient d'un système qui domine les femmes. »* Reconnaître cette réalité est la première étape d'une prise de conscience, mais elle ne suffit pas. Il faut que chacun à son niveau soit vraiment responsable et acteur du changement. L'engagement doit aller au-delà des mots, se matérialiser dans des actes concrets et constants.

Enfin, rappelons que le féminisme ne consiste pas à gratifier les hommes pour des gestes qui devraient être évidents. Ce mouvement n'a pas pour vocation de féliciter ceux qui daignent se pencher sur la question des violences faites aux femmes. Ce que demande le féminisme à chaque homme, c'est une transformation radicale de son comportement, une remise en cause de ses privilèges et cela sans chercher à être applaudi ou mis en avant. En somme, pour être à la hauteur du défi, il est temps que l'action prenne le pas sur la parole.

Les Mahorais veulent ramener Air Austral sur terre

VIE CHÈRE La colère monte à Mayotte. Les habitants doivent payer des milliers d'euros pour rallier l'Hexagone. Une injustice entretenue par la compagnie réunionnaise, qui rechigne à baisser ses tarifs.



Depuis 1975, Air Austral impose son monopole aux Mahorais qui peinent à quitter leur île.

« *Pour partir en famille, il faut aller à la banque* », plaisante Kalathoumi, employée du tertiaire à Mayotte. Mais la mère de famille rit jaune. « *Fin juillet, j'ai voulu réserver un aller-retour pour ma fille et moi, et les billets étaient dans les 3 000 euros ! C'est abusé* », se désespère-t-elle. Cette désespérance, tous les Mahorais la ressentent, Français déshérités qui doivent déjà faire face à des coupures d'eau depuis trois ans, des services publics insuffisants et une délinquance contre laquelle la répression de l'État n'est suivie d'aucun effet. Ne serait-ce que pour souffler, ils ne peuvent même plus s'envoler de leur île, à moins de payer des milliers d'euros, dans le département le plus pauvre du pays. « *Il faut aligner deux ou trois salaires pour partir dans l'Hexagone, les gens sont à bout !* » s'indigne Ali Djaroudi, président de l'Association d'usagers des transports aériens à Mayotte (Autam).

Pour la période de la Toussaint, un aller-retour entre Paris et Dzaoudzi, à Mayotte, coûte entre 1700 et 3 000 euros, quand celui pour Saint-Denis de La Réunion n'est qu'à 1300 euros, alors que l'île au lagon est plus proche de 1300 kilomètres que sa voisine. Cette situation n'est pas nouvelle, mais les Mahorais n'en peuvent plus. Depuis la mi-août, des manifestations ont lieu devant l'aéroport Marcel-Henry de Dzaoudzi. Une centaine de personnes ont même investi la place de l'Ancien-Marché de Mamoudzou le 14 septembre.

C'est à cette date qu'un ultimatum avait été fixé à Air Austral, la compagnie aérienne réunionnaise, en situation de quasi-monopole à Mayotte, pour baisser ses prix. « *Comment justifier des tarifs aussi chers depuis des années, sur notre dos ?* » tonne Safina Soula, présidente du collectif des Mahorais de base, une expression raciste utilisée dans une note interne d'Air Austral qui refusait des tarifs préférentiels aux habitants de l'île, sous prétexte qu'ils voyageaient avec trop de bagages en soute.

« *On veut leur faire comprendre cette énième injustice que leur monopole nous fait subir depuis 1975*, reprend-elle. *Cette compagnie doit nous respecter !* » Le collectif a également engrangé des milliers de soutiens via une pétition en ligne qui a recueilli, à ce jour, plus de 12 000 signatures, sur une île de 310 000 habitants. « *Cela concerne toutes les couches de la société mahoraise* », assure Safina Soula.

> **TotalEnergies et la compagnie aérienne se renvoient la balle et c'est Mayotte qui perd.**

Les signataires sont même prêts à engager « *des actions plus larges* », prévient Ali Djaroudi, pour « *taper au portefeuille* » de la compagnie : « *Nous demanderons à la population de boycotter Air Austral.* » La compagnie réunionnaise, qui a refusé de répondre aux sollicitations de *l'Humanité*, a tout de même rencontré des représentants du collectif à Saint-Denis. Mais elle ne leur a répondu que par une offre promotionnelle de quelques jours, qui se terminait… le 15 septembre. Le directoire se cache derrière le fait que « *le fuel est 70 % plus cher à Mayotte qu'à La Réunion* », selon un communiqué. Mais TotalEnergies répond que si le kérosène est aussi cher, c'est parce qu'il n'y a pas de demande, autrement dit qu'Air Austral ne se fournit pas sur l'île au lagon. Les grandes entreprises se renvoient la balle et, à la fin, c'est Mayotte qui perd.

Il faut dire que l'entreprise est « *en phase de restructuration* », de son propre aveu, endettée à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros. La privatisation de la compagnie, en janvier 2023, avait pourtant permis aux 27 nouveaux actionnaires d'effacer 185 millions d'euros des tablettes. « *Avec l'écart de prix pratiqué sur les deux îles, ce sont les Mahorais qui participent au comblement du déficit* », affirme le président de l'Autam. D'autant que, sur les 450 000 mouvements aériens annuels de Mayotte, seuls 100 000 sont des vols directs entre Dzaoudzi et Paris. « *Ce qui fait environ 350 000 vols qui passent par La Réunion*, démontre-t-il. *Avec des taxes de 50 euros, cela représente au moins 17,5 millions d'euros perçus par an par la compagnie aérienne !* »

> **La population attend depuis des décennies la fameuse « piste longue » qui ouvrirait les cieux de l'île à des concurrentes.**

« *Air Austral est une compagnie régionale, mais aujourd'hui on a l'impression que les Mahorais sont les vaches à lait des Réunionnais* », abonde un responsable du collectif. Si l'entreprise peut fixer librement ses prix, c'est en raison de l'absence de concurrence à Mayotte. Seuls quelques avions de Corsair – qui passent eux aussi par La Réunion – et de Kenya Airways – qui font escale à Nairobi – osent atterrir sur le périlleux tarmac de l'île.

La population attend depuis plusieurs décennies la fameuse « piste longue » qui ouvrirait les cieux mahorais à d'autres compagnies, dont Air France, ce qui abaisserait mécaniquement les prix des vols. Il faudrait une longueur de 2 510 mètres au minimum, contre 1 930 actuellement. « *La piste ne peut pas accueillir toutes les catégories d'avions, notamment les gros-porteurs, et nécessite une formation des pilotes.*


BASTIEN DOUDAINE:HANS LUCAS

Certaines compagnies ne peuvent donc pas y atterrir », explique Ali Djaroudi.

Le président de l'Autam évoque même un *« lobby réunionnais »* qui fait pression sur l'État pour empêcher la construction de la piste longue et garder son monopole. *« L'État avait lancé des études sérieuses*, rappelle-t-il. *Mais Air Austral est intervenu en affirmant qu'il disposait des appareils nécessaires pour atterrir à Mayotte, ce qui a refroidi la volonté du gouvernement. » « Si (la piste longue) se fait, le trafic de l'aéroport de La Réunion sera aussi compromis »*, ajoute Safina Soula.

Ce projet de rallonger la piste de l'aéroport de Dzaoudzi, en Petite-Terre, qui date des années 1980, s'apparente à un vrai serpent de mer, et des sommes considérables ont été empochées par les cabinets d'études au fil du temps. Mais, en mai, le ciel est tombé une nouvelle fois sur la tête des Mahorais. Les dernières analyses privilégient désormais le site de Bouyouni-M'Tsangamouji, au nord de Grande-Terre. *« On nous avance des contraintes environnementales en Petite-Terre, mais cette nouvelle zone est le grenier de Mayotte*, s'exclame Ali Djaroudi. *Si les agriculteurs et les associations se soulèvent, je crains que les politiques reculent, que le projet ne voie pas le jour et les Réunionnais auront gagné. »*

Et si les habitants faisaient rimer Mayotte avec boycott ?

AXEL NODINOT

Viols de Mazan : le « passage à l'acte » décrypté

JUSTICE La cour criminelle du Vaucluse a poursuivi ce mardi l'étude des expertises psychologiques de six des 51 accusés, dont celle du plus jeune, J. K., qui avait 22 ans au moment des faits.

Consommateur chronique d'alcool et de cannabis, dépressif, impulsif et solitaire, personnalité borderline, J. K. a eu besoin au cours de sa vie du soutien de ses compagnes et de l'armée – dans laquelle il est entré à 18 ans – pour faire face à des *« angoisses potentiellement envahissantes »*, a expliqué Annabelle Montagne, chargée des expertises psychologiques. Sa sexualité serait *« un moyen d'apaiser ses tensions internes »*. Interrogé, J. K., qui s'est rendu plusieurs fois à Mazan, a reconnu partiellement les faits. *« Je reconnais le viol, mais pas l'intention. (…) Je savais qu'elle était inconsciente, mais pas qu'elle n'était pas consentante »*, a déclaré celui qui avoue avoir appris en prison ce qu'était le consentement. *« Je suis un violeur parce que la loi dit que je suis un violeur »*, s'énerve-t-il. Des tergiversations qui ont poussé le ministère public à demander la projection de vidéos filmées par Dominique Pelicot – projections qui se sont déroulées à huis clos, malgré la contestation des parties civiles et des journalistes depuis la décision prise vendredi.

F. S., 39 ans, deuxième cas examiné, a été placé dès ses 3 ans en familles d'accueil et a été victime d'une agression sexuelle pendant l'enfance. Il a été SDF pendant sept ans puis a passé dix ans en prison pour violences conjugales, séquestration et trafic de stupéfiants. Gros consommateur de cannabis, il a lui aussi un caractère impulsif. Réfractaire à l'autorité, adepte de pratiques sadomasochistes, il a *« besoin d'immédiateté »*, selon la psychologue. Autant de facteurs qui ont pu *« favoriser l'impulsivité et le passage à l'acte sexuel, d'autres ont pu créer le manque d'empathie »*.

> Points communs : alcool, drogue, violences conjugales, fragilité, impulsivité…

H. D., 43 ans, a, lui, une personnalité marquée par une *« fragilité narcissique due à une enfance marquée par la misère socio-économique (il a été placé en foyer dans l'adolescence – NDLR) et un rejet de son père »*, estime Annabelle Montagne. Consommateur régulier de cannabis dès l'âge de 11 ans, il manque de repères stables et structurants. Il a développé une *« addiction »* à la sexualité qui *« prend une place importante depuis des années »* souligne l'experte.

Alcool, drogue, violences conjugales, mais aussi fragilité, impulsivité, agressivité… On constate les mêmes points communs chez A. R. Chez M. D., 51 ans, sans antécédents judiciaires, on retrouve encore une fois, comme le précise son conseil, une consommation de drogue – notamment la MDMA, une drogue de synthèse dérivée d'une amphétamine, appelée également « drogue de l'amour », qui désinhibe. Il affirme qu'il ne savait pas que *« la victime ne faisait pas exprès de dormir »*. *« Je supporte mal le fait d'avoir fait ça »*, précise-t-il : *« Comment je vais continuer à élever ma fille après ça ? »*

DES PERSONNALITÉS « CLIVÉES ». H. M., 39 ans, poursuivi pour « tentative de viol », est décrit comme timide et introverti. La veille, son ex-compagne a expliqué à la barre, en larmes, se questionner au quotidien sur le fait que son ex-compagnon ait pu ou non reproduire sur elle le même procédé que Dominique Pelicot. Lui se définit comme hétérosexuel, avec possibilité de bisexualité lors de relations libertines. L'experte évoque là aussi une addiction à la sexualité. Tous ont pour point commun d'avoir construit un *« clivage »* entre vie publique et vie sexuelle. *« C'est un même mécanisme qui permet de passer à l'acte »*, reconnaît Annabelle Montagne, en soulignant toutefois la nécessité *« d'individualiser »* les comportements.

ALEXANDRA CHAIGNON AVEC KAREEN JANSELME, ENVOYÉE SPÉCIALE À AVIGNON


Le profil des coaccusés de Dominique Pelicot a été examiné ce 24 septembre.
BENOÎT PEYRUCQ/AFP

EN LUTTE



GRÈVE À LA CARTONNERIE

Les salariés de l'entreprise de fabrication de carton DS Smith Packaging sont en grève depuis lundi à l'appel de la CGT, de FO et de la CFDT. Ils revendiquent, entre autres, l'harmonisation des salaires et une prime de partage de la valeur.

OUVRIERS AGRICOLES MALTRAITÉS

Lundi, l'UL CGT du Sud Côte-d'Or a alerté sur le sort des vendangeurs. Des gendarmes ont découvert l'hébergement de 70 travailleurs espagnols, *« sur des matelas gonflables dans des conditions dignes d'un autre temps »*, par un prestataire viticole.

BOEING : LA LUTTE CONTINUE

Le syndicat international des machinistes (IAM), à l'origine d'une grève de plus de 33 000 salariés depuis depuis onze jours, juge insuffisante la proposition du groupe Boeing, avionneur nord-américain, incluant une hausse salariale de 30 % sur quatre ans.

Face à Kasbarian, des syndicats inquiets

FONCTIONNAIRES À peine nommé au ministère de la Fonction publique, l'ultralibéral Guillaume Kasbarian suscite la méfiance des syndicats, qui voient derrière sa feuille de route de nouvelles coupes budgétaires.



L'ex-consultant de cabinets de conseil va devoir gérer le quotidien de millions de fonctionnaires.

JEANNE ACCORSINI/SIPA

S'il est d'usage de laisser le bénéfice du doute à un ministre fraîchement nommé, le profil de Guillaume Kasbarian, qui vient de récupérer le portefeuille de la Fonction et de la Transformation publiques, n'est pas de nature à rassurer les syndicats de fonctionnaires. Ex-consultant de cabinets de conseil, notamment chez Monitor Deloitte (du même acabit que McKinsey), et libéral décomplexé, auteur à l'époque où il était député Renaissance de la loi dite « anti-squat » – considérée comme la plus répressive sur les expulsions depuis des décennies –, ce macroniste de la première heure avait hérité, à la sidération générale des associations, du portefeuille ministériel dédié au Logement lors du remaniement de février. La stupéfaction n'est aujourd'hui pas moindre chez les organisations syndicales, même si, raille Natacha Pommet, la secrétaire fédérale CGT de la fonction publique, *« nous n'attendions pas grand-chose d'un ministre issu du gouvernement de Michel Barnier »*.

Quelques heures après l'annonce du nouveau gouvernement, le successeur de Stanislas Guerini, qui n'a jamais affiché au cours de sa carrière la moindre appétence pour les services publics, s'est tout de même fendu d'un court message sur X, en guise d'ébauche de feuille de route pour ce ministère dans lequel il va présider aux destinées de 5,7 millions d'agents publics. Elle tient en quelques mots : *« Simplifier à tous les étages et ramener les services publics sur le terrain. »*

Au-delà de cet engagement à *« ramener les services publics sur le terrain »*, qui apparaît peu crédible au regard de la politique macroniste de baisse continue des impôts et des recettes, la promesse de simplification n'est pas non plus de nature à rassurer. *« Nous attendons de voir ce qu'il entend par ce terme. Mais tout ce qui a pu complexifier la fonction publique au cours des dernières années est issu des réformes entreprises par les gouvernements successifs sous couvert de simplification »*, pointe Natacha Pommet.

> « Les réformes des gouvernements successifs ont complexifié la fonction publique, sous couvert de simplification. »
>
> NATACHA POMMET, SECRÉTAIRE FÉDÉRALE CGT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Claire Lemercier, coautrice de l'ouvrage *la Haine des fonctionnaires* (1), paru en septembre 2024, partage cette méfiance : *« Toutes les mesures ayant conduit au massacre des services publics, opérées depuis les années 2000, ont été imposées au nom de la simplification, un slogan en apparence consensuel mais dont les conséquences ont échaudé les fonctionnaires »*, pointe l'historienne, spécialiste des relations entre l'État et les entreprises.

Elle en veut pour preuve *« la numérisation, menée au nom de l'idée de simplification, et qui a, en réalité, compliqué la vie de nombre d'usagers dont le besoin était d'avoir accès à une personne physique ou au moins par téléphone »*. En témoignent aussi, selon elle, plusieurs rapports de la Défenseure des droits soulignant combien ces réformes

L'AGENDA



26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.
28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.
1er octobre Journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires pour l'abrogation de la réforme des retraites, la revalorisation des salaires et des pensions, l'égalité femmes-hommes et le renforcement des services publics.
1er octobre Le Syndicat des travailleurs corses (STC) appelle les salariés de La Méridionale à une grève reconductible, en réaction à la fermeture de la ligne de ferry Toulon-Île Rousse, jugée non rentable.

visant « *à simplifier* » ont, au contraire, représenté des entraves pour les usagers les plus vulnérables qui demandent l'accès à leurs droits. La reprise de ce mantra de « *la simplification* » par Guillaume Kasbarian n'est pas un hasard pour l'historienne : « *Il représente une constante chez les macronistes historiques, souvent issus d'écoles de commerce, passés par l'entreprise, qui ont cette idée très identitaire que le public devrait fonctionner comme le privé, en particulier du point de vue de la gestion des ressources humaines.* »

Les huit syndicats représentatifs de la fonction publique, qui avaient adressé un courrier de mise en garde à Michel Barnier, il y a dix jours, et soumis leurs revendications, ne baissent pas la garde. « *Si son but par cette simplification est de continuer à s'attaquer au statut des fonctionnaires et à précariser la fonction publique, il nous trouvera sur son chemin* », avertit pour sa part Natacha Pommet.

NÉCESSITÉ DE RENONCER AU PROJET DE LOI GUERINI

Pour l'Union interfédérale des agents de la fonction publique de Force ouvrière, qui a publié un communiqué de presse le 23 septembre, « *la simplification et la transformation de l'action publique ne doivent pas être synonymes de restriction budgétaire* ». Comme les autres, le syndicat pointe la nécessité de renoncer au projet de loi Guerini, considéré comme une atteinte au statut des fonctionnaires avec la menace, notamment, de faciliter les licenciements, de supprimer les catégories administratives (A, B et C) et de généraliser les primes au mérite. Tous exigent surtout d'ouvrir au plus vite des négociations sur les salaires.

Dans une étude publiée le 19 septembre, l'Insee révèle ainsi que, malgré l'augmentation générale de 3,5 % accordée par le gouvernement précédent, après plus d'une décennie de gel du point d'indice, les salaires net des fonctionnaires ont reculé en moyenne de 1,4 % en 2022, une fois prise en compte l'inflation.

HAYET KECHIT

(1) *La Haine des fonctionnaires,* de Julie Gervais, Claire Lemercier et Willy Pelletier (éditions Amsterdam).

Des services publics en temps de crise climatique

Nos services publics appellent à repenser l'action de l'État en conciliant besoins et nécessité de bifurcation écologique.

Voilà un délicat dilemme : d'un côté, la demande pour des logements abordables est en continuelle augmentation, boostée par des prix de l'immobilier en ville hors normes et par l'augmentation de la part de résidences secondaires. De l'autre, la construction de logements neufs s'avère avoir un impact environnemental très élevé. Comment alors faire coïncider les besoins fondamentaux de la population comme se loger, avoir accès à l'eau, se déplacer, et la nécessité de prendre en compte les crises environnementales ?

Le collectif Nos services publics a présenté, ce mardi 24 septembre, son deuxième rapport sur l'état des services publics. En passant au crible les besoins des Français dans une poignée de secteurs, comme ceux du logement, de l'eau, de l'éducation, de la santé ou de la justice, le collectif a cherché à savoir comment le besoin de bifurcation écologique a redéfini l'action publique et les services publics. Et le constat est peu reluisant, estime le rapport.

« *L'action publique est à contresens : au lieu de répondre aux conflits des besoins, elle les aggrave et détériore notre capacité à y répondre* », juge Arnaud Bontemps, coporte-parole de Nos services publics. Un exemple frappant, pour le fonctionnaire, est celui du déplacement. « *Aujourd'hui, 80 % des kilomètres parcourus en France le sont en voiture. Il y a un conflit direct entre le besoin de se déplacer et celui de polluer moins* », constate-t-il.

« UN NOUVEL IMAGINAIRE »

Pour lui, cette inadéquation a été alimentée par les pouvoirs publics eux-mêmes : « *Les politiques publiques qui ont permis la disparition des petits commerces dans les territoires ruraux et qui ont fait reculer les services publics ont contribué à l'augmentation forcée du nombre de kilomètres parcourus en voiture.* »

Alors qu'elle devrait se faire arbitre lorsque des conflits entre la réalisation d'un besoin et un enjeu environnemental se présentent (par exemple, dans les différends fréquents concernant les usages de l'eau, dont la lutte contre les méga-bassines dans les Deux-Sèvres est emblématique), la puissance publique a perdu son rôle de régulation, note le collectif. La faute au recours croissant à des acteurs privés tels que les cabinets de conseil pour réaliser ces missions de service public, ce qui rend plus difficile l'évaluation de l'efficacité de l'action publique.

Sans formuler de préconisations précises pour allier besoins fondamentaux et considérations écologiques, le collectif Nos services publics fixe un cap général. « *Il faut un nouvel imaginaire et un nouvel horizon de progrès. Les services publics font complètement partie de la solution* », estime Marie Pla, qui a coordonné la rédaction du rapport. Le nouveau gouvernement fera-t-il sien ce nouveau cap envisagé par le collectif ? Rien n'est moins sûr, et le collectif se montre vigilant. « *Le budget sera une sorte d'épreuve de vérité. On attend un financement des services publics à la hauteur des besoins et une réaffirmation de leur vocation universelle* », assure Arnaud Bontemps.

MARIE TOULGOAT

LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE
CHRISTOPHE VIGNEAU
AVOCAT



Discrimination liée au genre, au travail

La discrimination se définit en droit positif comme une différence sur un motif interdit. Le Code du travail établit une liste de critères discriminatoires : le sexe, l'âge, la grossesse, les convictions religieuses ou le mandat syndical… Le 24 juin 2024, le conseil de prud'hommes d'Angers s'est prononcé dans une affaire où était soulevée une discrimination en rapport avec l'identité de genre qui, contrairement au sexe, n'est pas une donnée biologique mais une identité construite socialement et culturellement. Il était reproché à une société des actes discriminatoires à l'égard d'une salariée employée de restauration qui, de sexe masculin, avait décidé d'assumer sa nouvelle identité de genre en conformant à celle-ci ses tenues vestimentaires ainsi que son maquillage. Elle avait également obtenu de l'état civil le changement de son prénom pour lui donner une connotation féminine.
Ce changement d'apparence et la volonté de la salariée de se voir désormais appelée par son nouveau prénom avaient manifestement suscité une réprobation de la part des membres de la direction, s'exprimant notamment par des consignes données au personnel de continuer à l'appeler par son ancien prénom. Sa hiérarchie se permettait également des remarques et recommandations sur son maquillage.
Après avoir rappelé les textes applicables en la matière, le conseil de prud'hommes a tout d'abord reconnu le caractère incontestable de la discrimination en raison du genre, écartant l'argument soulevé par l'entreprise selon lequel l'interdiction du maquillage était justifiée par une « *exigence professionnelle et déterminante* » *(1)*. Se référant à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, la décision du conseil de prud'hommes rappelle que ces exigences professionnelles et déterminantes doivent renvoyer à des considérations objectives relatives à la nature ou aux conditions objectives d'exécution du travail. En cela, les attentes ou souhaits particuliers de la clientèle ne sauraient justifier un acte fondé sur une caractéristique liée à un motif discriminatoire.
Il est ensuite reconnu un harcèlement à l'égard de la salariée que l'on qualifiera ici de discriminatoire, car directement lié à son identité de genre. Ces actes discriminatoires caractérisant un manquement grave de l'employeur à ses obligations ont évidemment suffi au conseil de prud'hommes pour accéder à la demande de la salariée d'une résiliation judiciaire du contrat de travail aux torts de l'employeur, avec la condamnation de celui-ci au versement de dommages et intérêts.

(1) Article 4 al. 1 de la directive 2000-78 de l'UE.

Des sans-papiers face à une société d'intérim



Initié en octobre 2021, par environ 80 intérimaires, le mouvement de ces travailleurs connaîtra un dénouement judiciaire en 2025. CREDIT PHOTO / AGENCE

JUSTICE Ce lundi, débutait le procés de RSI, une agence d'interim accusée de travail dissimulé et d'emploi d'étrangers sans autorisation. Son issue pourrait aider à la régularisation de 35 plaignants.

Une majorité des ex-employés constitués partie civile ont assisté, ce lundi, à la première audience du procès à Nanterre (Hauts-de-Seine) qui oppose l'État à la société d'intérim RSI. Ils étaient soutenus par le collectif des travailleurs sans papiers de Vitry-Île-de-France et l'intersyndicale du ministère du Travail pour affirmer leur droit à la justice et revendiquer une régularisation rapide. Une étape importante dans la lutte qu'ils mènent depuis trois ans.

En octobre 2021, environ 80 intérimaires initient un mouvement de contestation. Devant la mairie de Grigny (Essonne), ils maintiennent un piquet de grève pendant plus d'un an. Touré Mahamadou, l'un des grévistes, rappelle les raisons de leur mobilisation : *« La société RSI refusait de nous fournir les documents Cerfa (nécessaires à la demande de titre de séjour – NDLR), les attestations de travail. Certains n'ont même pas reçu de fiches de paie, d'autres n'étaient payés qu'en liquide »*, raconte-t-il.

Le mouvement de ces travailleurs sans papiers conduit l'inspection du travail à entamer une enquête qui confirme que les grévistes ont effectivement travaillé pendant plusieurs mois, condition indispensable pour prétendre à un titre de séjour salarié temporaire. Un an après le début de leur mobilisation, ils peuvent déposer leurs dossiers à la préfecture et obtiennent 83 récépissés de titres de séjour avec autorisation de travail pendant six mois. *« On pensait que l'histoire était réglée, qu'on allait pouvoir travailler légalement »*, poursuit Touré Mahamadou. Le piquet de grève est levé et les 83 travailleurs trouvent un emploi.

Mais, brutalement, 65 récépissés sont interrompus et seulement 18 cartes de séjour temporaire délivrées. Pour ceux dont la situation reste irrégulière, le procès représente un espoir, bien que la justice ne puisse pas directement prononcer leur régularisation. *« On ne veut pas d'argent, on veut être reconnus comme victimes, ce qui pourrait nous aider à être régularisés »*, précise Touré Mahamadou.

Les membres de l'intersyndicale du ministère du Travail (CGT, FSU, SUD travail) présents lors du rassemblement déplorent que la preuve apportée d'une relation de travail entre RSI et ses employés n'ait pas suffi à la régularisation des sans-papiers. Au contraire, les contrôles de l'inspection du travail peuvent porter préjudice aux salariés irréguliers, qui sont licenciés sans indemnité. *« Si on veut la fin du travail dissimulé, il faut la régularisation »*, affirme Thomas Dessalles, de la CGT du ministère du Travail. Il appelle à ce que *« les mesures appliquées dans les affaires de traite des êtres humains, où un titre de séjour est délivré aux victimes pour les protéger, s'étendent aux cas de travail dissimulé »*.

DES ABSENTS SUR LE BANC DES ACCUSÉS ?

Maître Xavier Robin, avocat de plusieurs travailleurs sans papiers, se dit optimiste quant à l'issue du procès : *« L'enquête de l'inspection du travail démontre que RSI était pleinement conscient de commettre du travail dissimulé. »* Il regrette en revanche que la société d'intérim tente de se dédouaner en rejetant la responsabilité sur la directrice de l'agence de Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Le collectif des travailleurs sans papiers de Vitry-Île-de-France estime pour sa part qu'il manque du monde sur le banc des accusés. *« Les entreprises de BTP pour lesquelles travaillaient les intérimaires profitaient de leur vulnérabilité pour imposer des conditions de travail très dégradées »*, précise son communiqué.

La prochaine audience a été reportée aux 29 et 30 avril, la juge ayant estimé que deux journées seraient nécessaires pour auditionner les 35 plaignants, et non une seule après-midi comme prévu.

INÈS RUBIO



Le 13 septembre. La ville de Kurakhove dans la région de Donetsk voit la ligne de front se rapprocher.
YEVHEN VASYLIEV / LE PICTORIUM

À New York, Zelensky porte son plan de victoire

UKRAINE Volodymyr Zelensky a entamé une semaine décisive aux États-Unis. Sur le terrain, la mauvaise passe de son armée le pousse à réclamer davantage de missiles et une autorisation de viser la Russie. Les Occidentaux hésitent sur une telle escalade.

À New York, Volodymyr Zelensky entame une semaine décisive. Outre son discours attendu aux Nations unies et sa participation au Conseil de sécurité, le président ukrainien doit rencontrer, jeudi, son homologue Joe Biden et la candidate démocrate à présidentielle américaine, Kamala Harris, puis Donald Trump dans la semaine. Parmi les objectifs, le chef de l'État ukrainien va tenter d'obtenir davantage d'armes, mais surtout l'accord des États-Unis, de la France et des principaux soutiens militaires de pouvoir frapper la Russie avec les missiles occidentaux de longue portée. *« Nous demandons à nos amis, nos alliés, de nous renforcer. C'est très important »*, a-t-il indiqué dans un entretien sur ABC News.

Heureusement, les hésitations demeurent fortes chez plusieurs dirigeants. Car cette nouvelle escalade franchit une ligne rouge clairement définie par la Russie. Dans une vidéo publiée sur Telegram, en septembre, le président russe avait averti les dirigeants européens et états-unien : *« Si cette décision est prise, cela ne signifierait rien de moins qu'une implication directe des pays de l'Otan dans la guerre en Ukraine. Cela changerait la nature même du conflit. Cela signifierait que les pays de l'Otan sont en guerre contre la Russie. »*

> « Nous demandons à nos amis, nos alliés, de nous renforcer. C'est très important. »

Malgré cette mise en garde, Volodymyr Zelensky a estimé que *« cet automne sera décisif pour la suite »* et que l'autorisation d'utiliser des armes de longue portée serait susceptible de changer le cours de la guerre ■■■

car *« l'objectif principal est de renforcer l'Ukraine et de protéger tout notre peuple »*. Dans sa note hebdomadaire sur le site de La Vigie, le général Olivier Kempf explique : *« L'affaire de l'autorisation de missiles de longue portée montre que l'Occident ne peut faire plus. Il n'y a pas seulement un épuisement des stocks disponibles, il y a aussi une profonde hésitation à transférer de l'armement de très haute portée à un acteur au bord de la rupture et qui serait prêt à tout, notamment à viser des cibles essentielles à la dissuasion russe. Les Ukrainiens avaient déjà, il y a quelques mois, frappé un radar de défense avancée russe appartenant au système de dissuasion, au grand mécontentement des Américains. »*

DES RENFORTS ET DAVANTAGE D'ARMES

L'autre objectif de sa visite, c'est la présentation d'un « plan de victoire ». Volodymyr Zelensky a réaffirmé : *« Je pense que nous sommes plus proches de la paix que nous ne le pensons… Nous sommes plus près de la fin de la guerre »* et que sa réussite *« se fonde sur des décisions rapides de nos partenaires »* devant être prises *« entre octobre et décembre »*. Kiev espère céder le minimum de terrain jusqu'à cet hiver qui imposera le gel d'une partie du front. À partir de 2025, l'état-major mise sur des renforts avec la nouvelle vague de mobilisation lancée en mai et l'arrivée de nouveaux F16, d'armes et d'autorisations…

Malgré les difficultés économiques, le gouvernement a également prévu de consacrer, l'année prochaine, 48,3 milliards d'euros pour la défense et la sécurité. Cela représente plus de 60 % de son budget et 26 % du PIB. Pour boucler son budget, le gouvernement ukrainien prévoit un doublement des recettes issues de l'impôt sur le revenu. L'Union européenne s'est engagée, la semaine passée, à un prêt de 35 milliards d'euros sans aucune condition et qui sera financé par les bénéfices dégagés par les avoirs russes gelés en Europe. Quelque 200 milliards se trouvent essentiellement en Belgique, siège de l'organisme international de dépôts de fonds Euroclear.

En 2025, le gouvernement ukrainien a prévu de consacrer plus de 60 % de son budget pour la défense et la sécurité.

Sur le terrain, l'armée russe continue de progresser dans le Donbass. Après Pokrovsk, l'assaut a été lancé, mardi, sur la ville ukrainienne de Vouhledar, un autre bastion stratégique. Cela ouvrirait *« une progression depuis le sud vers Kourakhove, vers l'est vers Grand Novosilka. Pour Moscou, il s'agit non seulement d'arriver avant l'hiver à établir une ligne de front entre Pokrovsk et Grand Novosilka, mais aussi de reprendre une grande partie méridionale de l'oblast de Donetsk et enfin de préparer une offensive sur le reste de l'oblast de Zaporijia »*, analyse Olivier Kempf. L'offensive ukrainienne en Russie dans la région de Koursk qui avait atteint une occupation de plus de 1 200 km² est en recul. Près d'un quart des gains ont été perdus notamment autour de Soudja.

Face à l'impasse militaire, l'option d'une issue négociée a de nouveau été évoquée par plusieurs alliés de l'Ukraine, dont l'Allemagne. Le plus surprenant est venu du président tchèque dans les colonnes du *New York Times*. Cet ancien général de l'Otan, fervent partisan de l'aide militaire à l'Ukraine, Petr Pavel, a estimé que Kiev *« devra être réaliste »* quant à ses perspectives de récupération des territoires occupés par la Russie. Devant ce scénario pessimiste, les pistes avancées pour aboutir à une négociation portent sur les garanties de sécurité. Zelensky voudrait acter avant la fin du mandat de Joe Biden son entrée dans l'Otan.

VADIM KAMENKA

« Le capitalisme globalisé requiert une réponse syndicale mondialisée »

FERROVIAIRE Lors du prochain congrès de la Fédération internationale des ouvriers des transports, David Gobé (CGT), candidat à la présidence globale, portera l'approche scientifique développée pour le rail afin de lutter contre les mécanismes de libéralisation.



Il y a deux ans, les inondations au Pakistan ont détruit 30 % du réseau ferré. AKRAM SHAHID/AFP

Le 46e congrès de la Fédération internationale des ouvriers des transports (ITF), qui réunit des syndicats de plus de 150 pays, se tiendra du 13 au 18 octobre à Marrakech. Président de la section des cheminots de l'ITF, David Gobé est candidat à la présidence globale. Partant du constat que les travailleurs originaires de pays traversés par des conflits subissent des reculs en termes de droits sociaux, il porte également une motion sur la paix et sur la création d'un institut d'histoire sociale mondial, sur le modèle de celui de la CGT.

Quels sont les enjeux du prochain congrès de l'ITF ?

Toutes les composantes du transport sont représentées à l'ITF et chacune défend ses propres enjeux. Le maritime est confronté à un accroissement très fort du trafic et aux pavillons de complaisance, contre lesquels nous luttons depuis plus de cent ans. Les conditions de travail et l'exploitation des êtres humains dans le maritime sont au cœur de nos combats. C'est également le cas pour l'aviation. Ces deux secteurs sont par essence internationaux et, dans ce contexte, les organisations syndicales internationales sont pertinentes. De même, les transports terrestres relèvent de plus en plus de multinationales. Parmi les cinq plus grands groupes, trois sont français (Keolis, Transdev et la RATP). Nous sommes au cœur du réacteur, avec des entreprises qui vont chercher des marchés dans le monde, en plus de détenir 99 % du marché français. La CGT est de plus en plus sollicitée par des travailleurs de tous les continents, confrontés à des cultures managériales françaises qui ne sont pas adaptées aux usages locaux de négociation.



DAVID GOBÉ
Président de la section des cheminots de l'ITF

Quels sont vos grands axes de campagne ?

La réponse locale ne fait plus sens dès lors que le patron local explique qu'il répond aux demandes de la maison mère et qu'il n'a pas la main. Le capitalisme globalisé requiert une réponse syndicale mondialisée. Nous affinons des alternatives basées sur la sécurité pour les travailleurs et les usagers, le respect des conventions internationales de l'Organisation internationale du travail et des conventions collectives, la lutte pour l'égalité et contre le harcèlement et le développement durable. Il y a deux ans, les inondations au Pakistan ont détruit 30 % du réseau ferré et le FMI a proposé de contribuer à sa reconstruction en échange de la privatisation. Le transport représente en outre 23 % des émissions de gaz à effet de serre sur la planète, dont 1,6 % pour le ferroviaire : c'est un levier essentiel pour combattre le réchauffement climatique. Le quatrième pilier repose sur la régulation du marché et la propriété publique. C'est ce que font actuellement les Anglais. Il y a urgence à en finir avec la concurrence entre tous les modes de transport, qui doivent bénéficier d'une tarification sociale et écologique.

Comment analysez-vous la récente étude de la Commission européenne sur les « bienfaits » de la libéralisation ?

Cette étude, menée par un cabinet d'audit étranger au transport, est antiscientifique. Comment peut-on comparer les trains régionaux et ceux à grande vitesse ? Ce sont des cabinets patronaux dont le but est la baisse de la fiscalité. L'argument selon lequel la concurrence fait baisser les prix est fallacieux. La baisse des prix des tickets a pour contrepartie l'augmentation de l'impôt des contribuables, puisque le coût du matériel et de son entretien reste le même. Le prix peut baisser à la faveur du dumping social et de la baisse des tarifs des péages. Mais qui paye l'entretien des réseaux in fine ? Les opérateurs historiques sont détruits par la concurrence déloyale. Une fois de plus, la Commission s'acharne sur le public pour faire l'éloge du privé et du moins-disant social.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LINA SANKARI

Les chefs kanak déclarent leur souveraineté

KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE À l'occasion de l'anniversaire de la prise de possession par la France, « jour de deuil » pour certains, des tensions étaient redoutées. La journée s'est déroulée dans le calme.


Les pro et anti-indépendance ont défilé à travers le Caillou. SÉBASTIEN BOZON/ AFP

Ce 24 septembre 2024 marque une nouvelle étape de l'histoire de la Kanaky - Nouvelle-Calédonie : le Conseil national des chefs, Inaat ne Kanaky, a proclamé la souveraineté des chefferies sur leurs territoires, à l'occasion de l'Assemblée du peuple kanak. Elle représente les chefferies des huit aires coutumières de la Kanaky et se tient durant trois jours à La Roche, sur l'île de Maré, en présence de dignitaires maoris, vanuatais et fidjiens. En l'absence, a contrario, des représentants de l'État français, qui n'ont pas répondu à l'invitation.

Cent soixante et onze ans de colonisation et quarante ans depuis la création du Front de libération kanak et socialiste (FLNKS) : ce 24 septembre, date la plus symbolique sur l'archipel, présentait cette année, plus que d'autres, un enjeu de mémoire important. Méconnu en France, ce jour constitue en Kanaky - Nouvelle-Calédonie un objet politique à part entière, dont la signification est diamétralement opposée selon que l'on est indépendantiste ou non. Anniversaire de la *« prise de possession »* pour les partisans de la colonisation, *« jour de deuil »* pour les Kanak.

UNE DATE CONTROVERSÉE

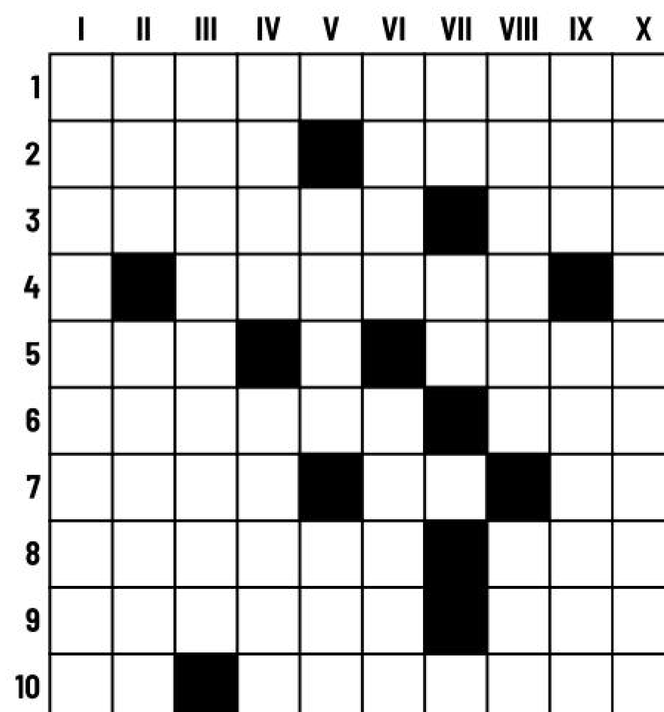
L'histoire du 24 septembre raconte celle du pays. L'anniversaire de cette année était particulièrement attendu — ou redouté, c'est selon. Depuis le 14 mai, le peuple kanak et les indépendantistes – qui appartiennent aussi à d'autres communautés – se sont levés pour dire non au projet de dégel du corps électoral et dénoncer la *« néocolonisation »* par la France, comme l'énonce le nouveau député Emmanuel Tjibaou, symbolisée par les 6 000 policiers et gendarmes déployés pour maintenir l'ordre. Treize personnes sont déjà mortes, dont deux gendarmes et plusieurs Kanak tués par les balles du GIGN. La journée s'est déroulée dans le calme, marquée par un défilé anti-indépendantiste à Nouméa aux couleurs bleu-blanc-rouge, et d'autres, indépendantistes, un peu partout sur le territoire.

À l'origine, le 24 septembre célèbre la prise de possession officielle du territoire pour la France, en 1853, par l'amiral Auguste Febvrier-Despointes, sur ordre de Napoléon III. Dès l'année suivante, le gouverneur des colonies du Pacifique instituait un code pour interdire aux Kanak la *« coutume »*, c'est-à-dire l'ensemble des traditions culturelles et sociales. Férié depuis 1953, il célébrait jusqu'en 1974 le début de la colonisation, la prise de possession. Cette année-là, les premiers militants indépendantistes manifestent contre ces célébrations. Parmi eux, la jeune Déwé Gorodey, poétesse et militante kanak, emprisonnée pour cette raison. C'est elle qui est à l'origine, en 2004, de la transformation du 24 septembre en Fête de la citoyenneté.

BENJAMIN KÖNIG



MOTS CROISÉS N° 24 034 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Constructions par un animal d'une habitation. **2.** Le plus vaste des continents. Porta plus haut. **3.** Maison de jeux. Aride. **4.** Poinçons effilés. **5.** Décret. Hure. **6.** Promenades plantées d'arbres. Oncle d'Amérique. **7.** Fin de partie. Très maigre si l'on n'a que cela sur la peau. Largeur d'une étoffe. **8.** Inflammation de l'œil. Petit pain rond. **9.** Bonnet des ruminants. Savoir-faire. **10.** Sur un diplôme. Campagnardes.

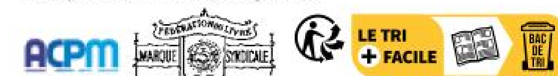
VERTICALEMENT

I. Papier d'emballage. **II.** Roi de Juda. Interrupteurs électriques. **III.** Sécateurs. **IV.** Judas optique. Petit canal communiquant avec la mer. **V.** Masse de neige isolée qui subsiste en période estivale. Croix de Saint-Antoine. **VI.** Hôte des aquariums. Religieuse. **VII.** Aluminium. Alors. **VIII.** Jarousses. Soirée dansante. **IX.** Compagne d'Adam. Meurtrissure sur un fruit. **X.** Rites sacrés institués par Jésus-Christ.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Maçonnages. **2.** Asie. Éleva. **3.** Casino. Sec. **4.** Alènes. **5.** Loi. Tête. **6.** Allées. Sam. **7.** Tilt. Os. Lé. **8.** Uvéite. Bun. **9.** Réseau. Art. **10.** Es. Rurales. **VERTICALEMENT. I.** Maculature. **II.** Asa. Olives. **III.** Cisailles. **IV.** Oeil. Étier. **V.** Névé. Tau. **VI.** Néon. Soeur. **VII.** Al. Et. **VIII.** Gesses. Bal. **IX.** Ève. Talure. **X.** Sacrements.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du lundi 23 septembre 35 382 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



« JO après JO, il y a une évolution vers plus d'écologie »

CLIMAT Sept jeux Olympiques à son actif, **Mélina Robert-Michon**, l'athlète iséroise, au-delà de son sport, s'intéresse aussi aux enjeux environnementaux et à la manière d'être plus vertueuse au quotidien.



ENTRETIEN Mélina Robert-Michon, à Paris, en juillet 2024. ABDULLAH FIRAS/ABACA

Dans le cadre du mouvement Sport Planète sous l'égide de la Maif, plusieurs grands champions vont, les 26 et 27 septembre, tenter de gravir le mont Blanc en compagnie des guides de Saint-Gervais pour participer à l'éveil des consciences sur les enjeux climatiques. Mélina Robert-Michon, la lanceuse de disque vice-championne olympique à Rio en 2016, qui devait en être, n'a pas eu le temps de s'y préparer après les JO de Paris. Elle n'en demeure pas moins attachée à ces enjeux qui touchent aussi les sportifs.

Les Jeux de Paris 2024 sont déjà un lointain souvenir, mais vous, en tant qu'athlète, que retenez-vous de cette quinzaine ?

En premier, c'est l'engouement. Le plaisir de voir tous les Français s'éclater, que ce soit dans les stades ou en dehors, qu'ils soient loin de Paris, dans les fan zones, ou même devant leur poste de télévision. Les yeux ont pétillé, mais pas que chez les enfants. Quelle que soit la manière, tous ceux qui m'en ont parlé se sont éclatés.

Un tel engouement vous a-t-il surprise ?

Disons que c'est ce que j'espérais. Beaucoup expliquaient que les gens allaient quitter Paris, qu'ils ne voulaient pas voir cela, que cela allait être le bazar. Finalement, dès les premiers jours, on a vu qu'il se passait quelque chose et que cela allait être exceptionnel.

On a beaucoup parlé de JO à haute valeur écologique. Vous qui en avez vécu un certain nombre, était-ce vraiment le cas ?

Oui, je le pense. Il y a eu pas mal de réalisations, notamment en termes de constructions. Il y en a eu aussi au niveau des transports. Tous les sites étaient facilement accessibles en transports en commun. Peu ont finalement pris leur voiture pour se rendre sur un site. J'ai cru comprendre que les taxis n'étaient d'ailleurs pas très contents car on ne faisait pas appel à eux. Il y a eu aussi un gros effort de fait sur le tri sélectif, en particulier au restaurant du village olympique. Il y a eu moins de gaspillage que lors d'autres JO.

> « Cette prise de conscience est d'autant plus facile aujourd'hui qu'il existe des solutions. »

Il y a eu aussi ces lits en carton, qui ont fait beaucoup parler...

Oui, pourtant c'étaient exactement les mêmes qu'aux JO de Tokyo. Les problèmes qu'il pouvait vraiment y avoir venaient des matelas plus que des lits. Le fabricant était japonais, et on sait très bien que, dans ce pays, on aime plutôt les matelas durs, de type futon. Pour ceux qui, comme moi, préfèrent dormir sur des matelas plutôt moelleux, cela pouvait être difficile. J'avais prévu de toute manière un surmatelas. Dans tous les cas, ces lits en carton seront plus faciles à recycler que de vrais lits, ce qui est plutôt une bonne chose et ce qui va dans le sens de Jeux plus écologiques. Quoi qu'il en soit, JO après JO, il y a une évolution qui va dans le bon sens écologique.

En parlant d'écologie, vous deviez participer, en fin de semaine, à une initiative de la Maif avec une cordée sur le mont Blanc visant à sensibiliser au dérèglement climatique.

J'aurais dû y participer mais, depuis les JO, je n'ai pas arrêté, et physiquement je ne me sentais pas prête. Malgré tout, cette cordée va permettre à tous les athlètes qui y participent de se rendre compte, en compagnie des guides, des conséquences du réchauffement ou du dérèglement climatique sur les montagnes. Ce sera aussi une manière pour eux de se reconnecter avec la nature et de s'impliquer à l'avenir pour que tout cela ne disparaisse pas. Moi, qui suis issue de la campagne, cela me parle.

Ce combat pour préserver notre planète, vous le menez depuis longtemps ?

Quand la mutuelle m'a contactée pour ce genre d'opération, je me suis demandé si j'étais légitime par rapport à cela. Je n'avais pas le sentiment d'être parfaite. Ce qui m'a plu, c'est qu'il y avait, sous-jacent, un véritable côté éducatif. Pour faire progresser les mentalités, on n'y arrivera pas par la punition. Moi, en tant que sportive de haut niveau, je prends l'avion. Donc, je ne suis pas parfaite. Par contre, au quotidien, j'essaie par de nombreux petits gestes d'apporter ma pierre à l'édifice écologique. J'ai appris beaucoup de choses lors des journées de formation que l'on a eues.

Que faites-vous au quotidien, quels sont ces petits gestes ?

J'ai un compost. Je consomme local, je fais attention à l'électricité, à la consommation d'eau. Lorsque je dois faire des déplacements qui ne nécessitent pas de prendre l'avion, je privilégie le train, le covoiturage. Cette prise de conscience est d'autant plus facile aujourd'hui qu'il existe des solutions.

Ce combat pour protéger notre planète est-il partagé par les autres athlètes ?

Oui, cela commence à faire partie des conversations que l'on peut avoir. Je me rends compte qu'il y a de plus en plus de personnes qui se posent des questions et qui, à leur niveau, essaient de faire des choses.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ERIC SERRES

l'Humanité
MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024.

« L'Amérique est décadente tel l'Empire romain »

CINÉMA Francis Ford Coppola raconte la genèse de *Megalopolis*. Une fiction basée sur la chute de son pays, telle la Rome antique. Le cinéaste revient aussi sur le diktat de l'argent dans le 7e art et espère l'élection de Kamala Harris.



ENTRETIEN

« Lors du tournage, j'étais int

C'est un Francis Ford Coppola en grande forme qui nous a reçus dans un grand hôtel parisien. Fidèle à sa réputation, il porte des chaussettes dépareillées. Volubile et souriant, il est enthousiaste et passionnant, avec une véritable préoccupation pour l'avenir du monde et des êtres humains.

Vous avez déclaré que les films que vous avez faits reflètent votre vie. Que représente *Megalopolis* ?

Après *l'Idéaliste* (1997), tiré du livre de John Grisham, j'ai fait une pause que je pensais de dix années mais qui a duré quatorze ans. Je voulais découvrir qui j'étais vraiment, quel genre de films je réalisais, parce qu'ils étaient tous différents. *Le Parrain* (1972) est très classique, *Apocalypse Now* (1979) frise la folie, *Coup de cœur* (1982) ressemble à du théâtre filmé. J'étais curieux de découvrir mon style. J'ai fait beaucoup d'expérimentation surtout dans le domaine du jeu d'acteur, parce que, dans les films, on paie les acteurs de la même façon, qu'ils répètent ou qu'ils tournent. Donc, pour aller plus vite, vous ne répétez jamais. J'ai exploré tout ça en notant ce qui m'intéressait sur des carnets.

Je savais que le grand cinéaste japonais Ozu avait fait beaucoup de comédies quand il était jeune et que, avec l'âge, il avait acquis ce merveilleux style et réalisé des chefs-d'œuvre comme *Voyage à Tokyo* (1953). Je me demandais si je pouvais faire de même. Quand je suis sorti de cette période d'hibernation ou d'expérimentation, j'ai voulu m'atteler à cette notion d'épopée romaine mais dans une Amérique d'aujourd'hui. L'Amérique pour moi me faisait penser à la Rome antique dans un monde moderne. Une épopée folle et hybride. Maintenant, *Megalopolis* est devenu réalité. L'Amérique est décadente tel l'Empire romain. Elle est peut-être sur le point de perdre sa république et de se retrouver avec quoi ? un roi ? un dictateur ? Dieu seul le sait. Bien sûr, personne ne voulait financer mon projet. J'ai compris que je devais le financer moi-même. Comme votre grand Jacques Tati qui a investi tout son argent dans le film qu'il voulait réaliser à tout prix. Cela a été un flop et Tati est mort sans le sou. C'était *Playtime* (1967), un chef-d'œuvre !

Mais comment est-il possible que Francis Ford Coppola ait des difficultés à financer son film ?

En 1972, j'ai fait *le Parrain*. C'était un film très réussi sur les plans financier et critique. Puis, en 1975, *le Parrain II*. J'ai remporté plusieurs Oscars. Mais quand je suis allé voir les financeurs potentiels pour *Apocalypse Now*, ils ont dit non. Pourtant, à ce moment-là, j'étais un gros bonnet du cinéma. Alors, imaginez maintenant que je suis un ex-gros bonnet ! J'ai emprunté. C'est comme ça que j'ai engagé une partie de mes biens. Comme Jacques Tati, sauf que son film ne coûtait pas 120 millions.

Certains réalisateurs ne peuvent pas tourner ?

Il est très difficile aujourd'hui pour les réalisateurs d'être sponsorisés, pour diverses raisons, mais cela m'est arrivé dans ma carrière. Quand j'étais jeune, *la Mélodie du bonheur* (Robert Wise, 1965) et *West Side Story* (Jerome Robbins et Robert Wise, 1961) étaient de grands succès, mais lorsque j'ai voulu réaliser *Coup de cœur*, on a essayé de m'en empêcher sous prétexte que les comédies musicales n'étaient pas le genre du moment et que les gens n'iraient pas voir un tel film. Il m'est arrivé la même chose avec un western qui m'a été refusé. J'avais trouvé un excellent scénario et travaillé avec l'auteur. À cause de ce refus, j'ai perdu le script sur lequel j'avais une option. Plus tard, Clint Eastwood a acheté ce même scénario et réalisé *Impitoyable* (1992), un grand film. Dans le business du cinéma, ce sont les critères économiques et la gestion du risque qui dictent le financement d'un film. C'est l'importance que l'on donne au risque qui est l'ennemi de l'art. Au final, le public aime ce à quoi il a été rendu dépendant par l'argent. Mais beaucoup de jeunes spectateurs sont prêts à se défaire de la dictature de Marvel.

> « Ce sont les critères économiques qui dictent le financement d'un film. »

Avez-vous beaucoup réécrit *Megalopolis* ? À quel moment avez-vous estimé que votre script était terminé ?

À un moment, effectivement, j'ai pensé que je tenais la version finale. Mais je retravaillais mon scénario à chaque fois que j'y jetais un œil, même pendant le tournage. Le cinéma, c'est de l'art, mais c'est aussi un travail d'équipe. Parfois, vous savez exactement comment réaliser un film. Par exemple, tourner un film de gangsters ne me posait pas de problème. Mais, pour *Apocalypse Now* ou *Megalopolis*, je ne savais pas comment m'y prendre. Dans ce cas, le film lui-même vous l'enseigne. Vous devez vous laisser guider ! Il suffit de l'écouter ! Lors du tournage de *Megalopolis*, j'étais intéressé par le jeu d'acteur, par de nouvelles façons de travailler ensemble. Les premières prises étaient toujours un peu folles parce que je suggérais plein de


éressé par de nouvelles façons de travailler ensemble », explique le réalisateur, ici sur le plateau de *Magalopolis*. P. LARUSO/ LIONSGATE

choses. J'ai ainsi dit, à Natalie Emmanuel (Julia Cicero) et à Adam Driver (Cesar Catilina) de monter l'escalier comme s'ils tenaient une corde imaginaire. J'ai tourné quelques prises comme ça. Et puis j'ai dit : *« OK, c'est super, maintenant faisons vraiment la scène, mais rappelez-vous ce que vous avez ressenti en tenant la corde. »* Eh bien, quand nous avons regardé les rushs, nous nous sommes aperçus que la partie où ils simulaient la corde était plus intéressante ! Petit à petit, le film a commencé à devenir plus étrange. Il y a une scène où toutes les secrétaires signent des autographes sur une photo. Je leur ai demandé de le faire toutes de la même m anière, comme le reflet d'un miroir démultiplié. Puis, nous avons tourné comme une scène normale. Là encore, nous nous sommes aperçus que la première idée était la meilleure. Le film lui-même a dicté le choix.

Pensez-vous modifier encore votre montage ?
Non, j'en ai fini. Je le sais parce que j'ai déjà écrit un autre scénario et je prépare un nouveau film. J'aime *Megalopolis* tel qu'il est. De toute façon, on enseigne aux critiques et on habitue le public à consommer le cinéma comme on mange des chips dans un fast-food. Autrement dit, 100 millions de dollars ont été dépensés pour fabriquer une chips qui, si vous la mangez, vous rend accro pour en consommer davantage. C'est absurde. Il y a des gens qui pensent que rien ne doit changer. Les films ne sont pas les mêmes d'une génération à l'autre. Vous ne pouvez pas déterminer ce que regarderont vos petits-enfants.

Catalina (Adam Driver) est un artiste, un architecte. Veut-il sauver cette civilisation corrompue ?
Catalina pense qu'il est temps d'avoir un débat sur l'avenir et qui n'exclut personne. Qu'aucune question ne doit être écartée. C'est ainsi qu'on obtiendra des résultats. Les artistes peuvent sauver ce monde mais ils peuvent aussi être dangereux. D'une certaine manière, le fascisme n'a pas été créé par Mussolini mais par le poète Gabriele D'Annunzio. Il a été une source d'inspiration pour le Duce. S'il faut croire en une personne, c'est en l'Homo sapiens que nous sommes. En tant qu'Homo sapiens, nous devons nous faire confiance. Nous formons tous une même famille. Le « patriarcat » a créé la guerre et réduit les femmes en esclavage. Les hommes considèrent les femmes autrement seulement maintenant. Les États-Unis ont besoin d'une femme présidente.

Kamala Harris doit-elle être élue ?
C'est mon souhait. Avec Donald Trump, ce sera comme si nous avions un Viktor Orban (le premier ministre de la Hongrie – NDLR).

***Megalopolis* suggère la nécessité d'une nouvelle société. L'élection présidentielle de novembre peut-elle y aider ?**
J'ai bon espoir que nous le puissions. Nous sommes prêts, je pense, à sortir de cette situation dominée par les hommes, avec une ère post-esclavagiste. De même, le féminisme est une philosophie post-patriarcale. Je vous conseille un livre très convaincant, *Au commencement était*, de David Wengrow et David Graeber. Ils montrent que la notion d'égalité réelle existait à 75 % dans la vie des Homo sapiens. Nous sommes donc encore capables de résoudre collectivement nos problèmes, de manière égalitaire et démocratique. Avec une femme avisée comme leader. Pas besoin de château, ni de grand chef.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

Megalopolis, son univers impitoyable

Le film, en compétition lors du dernier Festival de Cannes, est une fable sur la décadence de l'Amérique, à l'image de la Rome antique. Magistral.

***Megalopolis*, de Francis Ford Coppola, États-Unis, 2 h 18**

Incroyable Francis Ford Coppola. Après une longue absence et un travail incessant de plusieurs décennies sur un scénario improbable, le voici de retour sur les (grands) écrans avec un film dont on comprend rapidement pourquoi il a dû le financer lui-même. Le réalisateur de *Conversations secrètes* (1974) a en effet produit un opus à l'opposé de l'univers Marvel peuplé de gentils et de méchants aisément reconnaissables. Les gentils n'étant autres que les défenseurs d'un ordre du monde qui ressemble à s'y méprendre à celui représenté par les États-Unis.

Or, cet univers impitoyable mène le pays à la catastrophe, constate Coppola en comparant l'Amérique d'aujourd'hui à la décadence de la Rome antique. Bienvenue donc à Megalopolis. La ville de New Rome doit absolument changer, ce qui crée un conflit majeur entre César Catilina (Adam Driver), architecte de génie ayant le pouvoir d'arrêter le temps, et le maire ultraconservateur Franklyn Cicero (Giancarlo Esposito). Le premier, personnage aux multiples facettes, rêve d'un avenir utopique idéal alors que le second reste très attaché à un statu quo régressif, protecteur de la cupidité, des privilèges, de la corruption et des milices privées. La fille du maire et néanmoins jet-setteuse Julia Cicero (Nathalie Emmanuel), amoureuse de César Catilina, est (évidemment) tiraillée entre son amant et son géniteur. Elle devra découvrir ce qui lui semble le meilleur pour l'avenir de l'humanité.

UN TESTAMENT OPTIMISTE

Dans cette grande vasque (plutôt que fresque), Coppola jette ses souvenirs et le cinéma qu'il aime depuis l'enfance, tous genres confondus (gangster, western, comédie musicale…), constitutifs de son œuvre, comme si l'on devait piocher ce qui nous intéresse. Avec un propos plus philosophique et politique que d'habitude. Tout s'écroule parce que le peuple ne croit plus en ce rêve qui a fait la prospérité de cet empire. Les statues du passé s'effondrent et risquent d'obérer l'avenir.

Il nous offre son testament de réalisateur — dans lequel, une fois de plus, il fait preuve d'ingéniosité technique et d'inventivité dans l'écriture cinématographique —, mais aussi son testament d'homme qui veut garder espoir. Comme ce bébé qui vient de naître et envahit l'écran. C'est la toute dernière image du film. Un pari joyeux et optimiste sur l'avenir.

P. B.

l'Humanité
MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024.

Danser sur un volcan: filmer contre vents et marées

CINÉMA Cyril Aris narre les tribulations de la production d'un long métrage à Beyrouth juste après l'énorme explosion de 2020, qui ravagea la ville et laissa la population hagarde et meurtrie.

***Danser sur un volcan*, de Cyril Aris, Liban-Allemagne, 1 h 27**

A priori, *Danser sur un volcan*, de Cyril Aris, est un documentaire de type making of, c'est-à-dire relatant les coulisses du tournage d'une fiction, en l'occurrence de *Costa Brava, Lebanon*, de Mounia Akl, sorti en 2022. Mais il s'agit ici d'un making of assez spécial. Ses premières images, heurtées, brutes, désordonnées, le montrent : ce tournage s'est déroulé dans un contexte particulier, dramatique. Il a eu lieu après l'explosion dans le port de Beyrouth, le 4 août 2020, de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium, qui a dévasté la ville et causé la mort plus de 200 personnes. À ce moment-là, Mounia Akl préparait son premier long métrage.

Les premiers plans du documentaire d'Aris sont donc un reportage à chaud sur les conséquences de la déflagration dans la rue et dans les habitations. Grâce à ces plans filmés au jugé, parmi les décombres et les blessés, on saisit pleinement l'ampleur de la catastrophe. Rien ni personne ne semble être resté intact. Peu à peu, se greffent sur ce constat journalistique le regard et les réactions d'une équipe de cinéma qui s'escrime contre vents et marées à surmonter le traumatisme et à recoller les morceaux, métaphoriquement et aussi littéralement.

Cela ne se fait pas sans mal, mais le projet finira par aboutir. On voit les préparatifs et quelques bribes du tournage lui-même, mais l'essentiel, ce sont les à-côtés, l'atmosphère du Liban, qui semble soudain propulsé en arrière, dans les années 1970-1980, où la guerre civile avait déjà détruit Beyrouth. Las, on tombe de Charybde en Scylla ; au marasme initial succède aussitôt un autre, lorsque la pandémie du Covid commence à s'étendre sur le monde entier. Encore une source de problèmes pour l'équipe de Mounia Akl. Mais, comme le dit un technicien ou un personnage, *« Beyrouth prend toute sa saveur dans le chaos qui y règne »*.

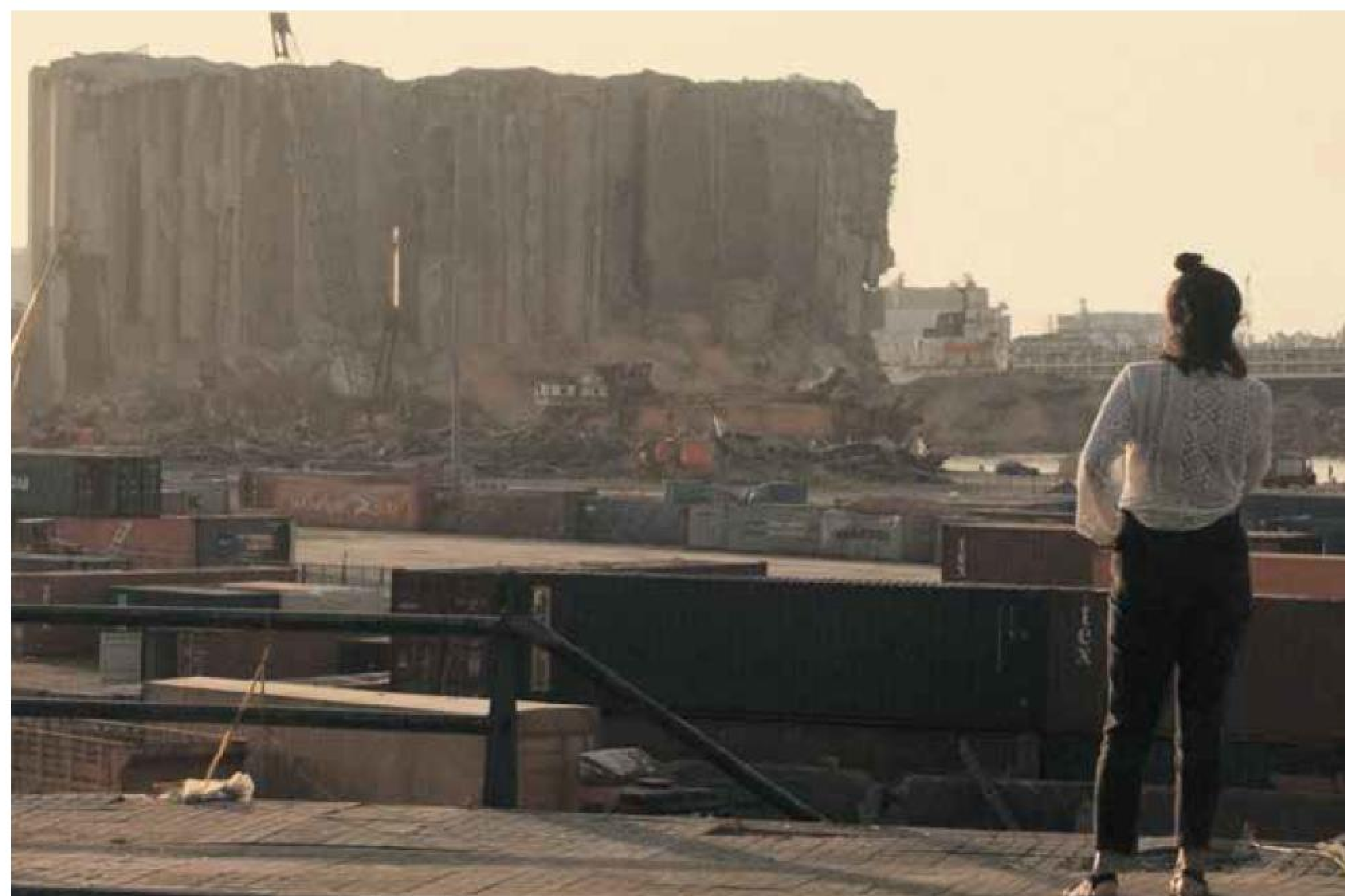
Les premiers plans, parmi les décombres, donnent la mesure de la catastrophe.

L'HISTOIRE EN TRAIN DE SE FAIRE

De fait, malgré toutes ces vicissitudes qui s'acharnent sur le Liban, l'ambiance du plateau sera presque bon enfant, chaleureuse. Unis dans l'adversité, les uns et les autres semblent joyeux et plaisantent de leur malheur. Après le Covid, ce seront d'incessantes coupures d'électricité à Beyrouth qui ralentiront la postproduction. Mais, à côté du maelström des premiers plans de 2020, tout finit par sembler presque banal.

D'où l'impression que le documentaire tend à retomber, malgré les constants efforts du réalisateur pour opposer de façon constructive le microcosme (les acteurs, le tournage, la fabrication du film) au macrocosme (le Liban, son actualité tragique). *Danser sur un volcan* reste un métadocumentaire, traitant à la fois de l'histoire en train de se faire (reportage dans les rues, au cœur des manifestations antigouvernementales) et de l'aventure intimiste d'une poignée de personnes élaborant une œuvre en dehors de l'actualité immédiate, mais qui, de par sa thématique écologique, traite également de l'état du monde. ■

VINCENT OSTRIA



Durant le tournage, l'équipe s'est escrimée à surmonter le traumatisme d'une ville en lambeaux. LES FILMS DES DEUX RIVES

Le Vietnam et ses fantômes

CINÉMA Tru'o'ng Minh Quý mêle documentaire et onirisme, les traumatismes de la guerre et la question de l'exil, sur fond d'histoire d'amour gay. Une œuvre hypnotique.

***Viêt and Nam*, de Tru'o'ng Minh Quý, Vietnam - Philippines - Singapour - France - Pays-Bas - Italie - Allemagne - États-Unis, 2 h 9**

On avait rarement vu la mémoire de la guerre du Vietnam filmée de cette manière. Peut-être parce que les images et les représentations du conflit ont longtemps été confisquées par Hollywood ou, côté vietnamien, par le cinéma de propagande. Avec ce troisième long métrage, présenté à Cannes en sélection officielle d'Un certain regard, Tru'o'ng Minh Quý surprend par l'originalité d'une approche qui mêle l'onirisme et la réalité documentaire, une histoire d'amour entre deux hommes, l'exil et les traumatismes anciens ancrés dans les familles.

Viêt et Nam s'aiment et travaillent dans une mine de charbon. Nam, qui projette de partir clandestinement à l'étranger, vit avec sa mère. Son père, qui a disparu lorsqu'il était enfant, est probablement mort pendant la guerre. Quand un ami du défunt, un vétéran manchot, vient rendre visite à la mère de Nam, les fantômes du passé ressurgissent. Les quatre protagonistes se mettent en quête de la dépouille lors d'un voyage qui les conduira, dans le sud du pays, dans un musée de la guerre à ciel ouvert où des crânes et ossements sont empilés dans des vitrines et où des statues figurent les « bodoï » (soldats) en action. Sur ce terreau mémoriel prospèrent de faux chamanes qui font croire aux familles qu'ils communiquent avec l'esprit de leurs défunts.

LUMIÈRE DE LA VIE SOUTERRAINE

Marqué en 2019 par la mort de 39 migrants vietnamiens dont les corps ont été retrouvés dans un container en Angleterre, le cinéaste venu du documentaire installe dès les premières images une étrangeté accentuée par le travail du son. Construit sur les contrastes et les oppositions, avec une attention particulière portée à la lumière et aux matières, *Viêt and Nam* fait cohabiter le passé et le présent, la vie souterraine dans la mine ou les tunnels de la guerre et l'existence à la surface. Amis amants aux physiques gémellaires, Viêt et Nam incarnent les deux faces et les contradictions d'un pays autrefois coupé en deux.

Influencé par Bergman et Tarkovski, Tru'o'ng Minh Quý prend son temps et use des dialogues avec parcimonie, au risque d'être elliptique. Il parvient néanmoins à tisser un récit fluide en entremêlant plusieurs fils narratifs. Par la force de sa mise en scène, le filmage sensuel des corps et le jeu à l'économie des acteurs, il met au jour les blessures de son pays pour mieux s'en libérer. ■

SOPHIE JOUBERT



« La honte, ce n'est pas ceux qui ramassent la merde, mais ceux qui la jettent ! » lance Ambre, interprétée par Frankie Wallach. NATHALIE GUYON/ FRANCE TÉLÉVISIONS

Ambre au pays des éboueurs de Paris

TÉLÉVISION Akim Isker filme avec talent les aventures d'une jeune femme, mère célibataire, obligée de prendre le premier boulot en CDI qui passe, celui d'éboueuse. Soit l'occasion, pour le réalisateur, de parler d'usure et de solidarité au travail. Remarquable.

***À l'épreuve*, France 2, 21 h 10**

« Je ne suis pas en dèche à ce point. » Lorsqu'un conseiller de France Travail lui propose un emploi d'éboueuse, en CDI, à la Ville, la première réaction d'Ambre (Frankie Wallach), 20 ans et mère célibataire, est de battre en retraite. Et pourtant, ce boulot, elle va l'accepter. Parce qu'elle n'a pas le choix : l'étudiante, qui s'est retrouvée mère à 16 ans à la suite d'un déni de grossesse, a claqué la porte du domicile parental et se voit menacée par ses parents de se faire retirer la garde de son fils. Pour s'assurer la présence du petit garçon à ses côtés, et parce que les rapports se tendent avec l'amie qui les héberge, elle prend ce travail, avec humour. Mais en mentant à tout le monde. Mieux : elle passe un concours pour « la Fonctionnelle », ce service considéré comme *« le GIGN de la propreté »*, car il intervient après les manifestations, les accidents, les suicides, les attentats. Un milieu strictement masculin où elle va devoir affronter un chef misogyne et aigri (Bernard Campan).

Akim Isker, sur un scénario de Fanny Chesnel et Noémie de Lapparent, filme cette histoire singulière, mais aussi le monde du travail. Et pas de n'importe quel travail : celui indispensable et si décrié des éboueurs. Lorsqu'elle commence sa formation, Ambre se retrouve juchée sur un camion-poubelle, en plein Paris. Et le réalisateur, qui s'est documenté et a rencontré des professionnels, montre la difficulté de ce métier : les charges lourdes, la rapidité d'exécution et, surtout, le danger de la circulation, de la vitesse du camion, des autres automobilistes. Il se met à hauteur de regard d'enfant et rappelle à chacun d'entre nous que, pour les petits, le passage de ce camion-poubelle est une fête et les éboueurs des héros. Il filme à la fois la technicité et la difficulté de ce métier, en même temps que tous les préjugés qui l'entourent.

Cette fiction montre avec brio le mépris de classe dont sont victimes ces salariés.

La honte, *« ce n'est pas ceux qui ramassent la merde, mais ceux qui la jettent ! »* lance Ambre, juchée sur son camion, à son amie Adèle qui vient de la prendre en flagrant délit de mensonge. De la même façon, le chef d'Ambre à la Fonctionnelle, fier de son métier, ne comprend pas que son fils ne veuille pas suivre sa trace. Et se sent blessé lorsque le gamin lui réplique qu'il a trop honte et ne veut pas finir *« les mains dans la merde et les pieds dans la pisse »*. Le téléfilm montre avec brio le mépris de classe dont sont victimes ces salariés : ainsi, ce policier qui, dans un tunnel, parle de *« ce petit taf de merde »*, ou le père d'Ambre qui, devant la juge, lui balance : *« T'as honte ? Alors pourquoi tu as choisi ce métier ? »*

Enfin, ce que montre ce remarquable téléfilm, qui a reçu le 14 septembre le prix du meilleur unitaire et celui de la presse étrangère au festival de la Rochelle, c'est la solidarité nécessaire entre ces salariés. Ils sont tous arrivés là plutôt par hasard que par vocation, mais sont obligés de se tenir les coudes pour poursuivre. Pour Ambre, c'est un apprentissage express du monde du travail, sur le terrain. Dynamique, drôle, cette remarquable fiction vaut le détour.

CAROLINE CONSTANT

Environnement, santé, inégalités sociales, même combat ?

BIEN-VIVRE La santé représente aujourd'hui une préoccupation majeure des Français, comme le démontre l'ensemble des études d'opinion. Parallèlement, les effets du réchauffement climatique, de la pollution se font ressentir chaque jour davantage.

Quels liens entre l'environnement, la santé et les inégalités sociales ? Une problématique débattue à la Fête de l'Humanité avec Denis Robin, directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France, Alice Toussaint, chargée de mission à l'Association des familles victimes du saturnisme (AFVS), l'épidémiologiste Yves Charpak, médecin de santé publique, président de la fondation l'Esprit des sciences, élu local en Seine-et-Marne, Yannick Nadesan, adjoint (PCF) en charge de la santé à Rennes, président du réseau français Villes-santé, et Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation Abbé-Pierre.

On n'attendait pas forcément l'ARS sur la problématique traitée lors de ce débat. Denis Robin, votre agence est davantage perçue, à tort ou à raison, comme un acteur central de la santé publique, mais rarement sur les sujets environnementaux ou d'inégalités sociales…

Denis Robin Parce qu'elle ne se résume pas à l'offre de soins, la santé fait appel à une multitude de problématiques, notamment les questions de prévention, des conditions de vie et environnementales. Nous savons, grâce à des études menées en Île-de-France par l'observatoire régional de santé, qu'il existe un cumul d'inégalités de santé, sociales et liées au risque environnemental. L'ARS est aussi engagée auprès des collectivités locales sur le sujet.

Que vous inspirent les politiques de santé ?

Yannick Nadesan Il est aujourd'hui établi que 70 % à 80 % de l'état de santé d'un individu dépendent de l'environnement dans lequel il évolue. Ce qui signifie que nos conditions de travail, de logement, notre cadre de vie, notre alimentation comptent énormément sur ce que va être notre état de santé à un moment donné de notre vie. Cela détermine aussi comment les choses vont évoluer à l'avenir. Lorsque l'on veut défendre la santé, il faut donc s'intéresser à tous les pans de vie qui font le quotidien, que ce soit le logement, les conditions de travail, notre environnement. Le lien entre environnement, santé et égalité sociale n'est pas nouveau. L'exemple des pollutions au plomb le rappelle assez cruellement.

La prise en compte des liens entre environnement, santé et inégalités sociales est loin d'être nouvelle…

Alice Toussaint Depuis trente ans, l'Association des familles de victimes de saturnisme démontre la relation entre les conditions de logement, qui représentent l'environnement immédiat des personnes dans la précarité, et les problèmes de santé. Le saturnisme, la maladie qui découle de l'ingestion de plomb, est caractéristique des maladies environnementales. Les effets cumulatifs s'observent auprès des familles suivies par l'AFVS. Pour elles, s'ajoute la problématique de méconnaissance de leurs droits, donc de ne pas les faire valoir.

Manuel Domergue Côté logement, des progrès énormes sur l'accès au confort sanitaire de base – WC à l'intérieur des logements, eau courante, eau chaude – ont été des facteurs de l'augmentation de l'espérance de vie. Mais il existe encore de nombreuses inégalités, avec un impact sur la santé, comme l'humidité dans les logements, très répandue, avec des conséquences sur les voies respiratoires. Ou encore le bruit. On peut parler de racisme environnemental, car les personnes qui subissent un mauvais environnement sont toujours les mêmes, comme les gens du voyage dont les aires d'accueil sont toujours à côté d'une déchetterie, d'une bretelle d'autoroute, d'un aéroport… Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : il y a 50 % de risques en plus de se déclarer en mauvaise santé quand on est face à des problèmes de logement, que ce soit lié à l'humidité, au bruit, aux difficultés à se chauffer ou encore aux passoires énergétiques. Ce sont toujours les plus pauvres qui sont confrontés à ces risques.

Yves Charpak L'urbanisme favorable à la santé… Le concept tend à se développer à ce niveau, mais aussi, par exemple, à celui de l'alimentation.

Quelles sont les conséquences concrètes des inégalités sociales sur la santé ?

Manuel Domergue La Fondation Abbé-Pierre a démontré que les logements mal isolés avaient des effets directs sur certaines pathologies. C'est la triple peine : de l'inconfort, des maladies et une lourde facture à payer. Et la plupart des décès ou des pertes de chance pour les personnes mal logées se font de manière invisible. Mais les statistiques sont là : la précarité énergétique est responsable de 10 000 morts en hiver et de 3 000 à 5 000 morts en été. La canicule de 2003 avait provoqué des milliers de décès, notamment dans les quartiers populaires, où il n'y a pas de végétation, où il faudrait peindre les toits et les routes en blanc pour s'adapter à cette nouvelle donne climatique.

Denis Robin Nous sommes aux débuts de la connaissance de tous ces sujets. Les observatoires régionaux de la santé développent des études, font monter des données reprises par l'ARS. Cette nouvelle connaissance nous oblige à agir. Sur notre territoire, des zones cumulent tous les handicaps : bruit, qualité de l'air dégradée… Ce qui nous oblige aujourd'hui à anticiper, parce que nous savons. De même, chaque citoyen doit avoir droit à cette information. La première inégalité, c'est celle face à l'information.

Yves Charpak La connaissance scientifique circule très rapidement dans le monde entier. Mais elle ne passionne pas les foules. Du coup, on est très attiré par des données qui provoquent quelque chose de surprenant, sans se préoccuper de savoir comment cela va entrer dans le pool de la connaissance. Il faut se méfier. Et faire davantage confiance aux institutions, à des agences comme l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation) ou Santé publique France.

Yannick Nadesan Il ne faut pas hésiter à parler de lutte des classes. Car, en matière d'environnement – là où les impacts sur la santé sont très importants –, le champ idéologique et les confrontations d'intérêts sont grands. Lorsqu'une partie de la population améliore sa situation au niveau de la santé, le bénéfice est réel pour la société entière. Personne n'a à perdre si les autres gagnent en matière de santé. Pourtant, la question environnementale est souvent prise par le prisme individuel, celui du consommateur, alors qu'elle est collective. Je vais donner l'exemple des écoles, où tous les aspects peuvent être abordés, comme la qualité de l'air intérieur, les matériaux utilisés pour la rénovation des bâtiments, les produits d'entretien, le personnel qui va aérer les locaux, la végétalisation des cours d'école, l'équilibre nutritionnel des enfants… C'est une question d'autant plus importante que, dans une étude récente, le Secours populaire français observait que la moitié des ménages en France ne



Lors du débat au Village des territoires solidaires à la Fête de l'Humanité : Denis Robin, Alice Toussaint, Yves Charpak, Yannick Nadesan et Manuel Domergue.
JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

peuvent pas s'offrir trois repas par jour. Donc la première responsabilité de la restauration scolaire, c'est de pouvoir donner à tous les enfants des repas équilibrés. C'est aussi une manière de combattre les inégalités en matière de santé. L'exemple de l'école peut être décliné sur bien d'autres thématiques.

Évidemment, on a besoin de tout le monde. Mais comment s'y prend-on ?

Manuel Domergue Le problème est pluriel et collectif. La Fondation Abbé-Pierre s'efforce au quotidien de relever le défi de faire travailler ensemble les acteurs de la santé et du logement aux échelles locale et nationale. Durant le Covid, par exemple, le lien entre les questions de logement, de surpeuplement et de surinfection au virus a été évident. Les professionnels de terrain, comme les médecins, les enseignants, même s'ils ne sont pas experts sur les questions de logement, ont conscience des signes qui montrent qu'il y a un problème de logement. Ils doivent avoir le réflexe d'aller adresser ces questions au bon endroit, faire de la prévention. Des médecins doivent pouvoir dire que rénover les passoires énergétiques est une affaire de santé publique. L'exemple du saturnisme nous montre que c'est possible. Il s'agissait dans ce cas de dire aux responsables politiques : si vous ne faites rien, vous allez causer des troubles irréversibles dans le développement des enfants. Depuis vingt ans, des mesures ont été prises, sûrement pas assez volontaristes, mais qui vont dans le bon sens, avec des résultats spectaculaires pour faire baisser l'intoxication au plomb. Nous, dans le monde du logement, avons besoin d'alliances avec des personnes qui sont aussi légitimes.

Alice Toussaint Le sujet est transversal. Pour cette raison, notre association œuvre avec des acteurs de santé, du logement, des syndicats, des représentants de parents d'élèves… Pendant très longtemps, les acteurs publics se sont renvoyé les responsabilités. Heureusement, les choses progressent. Le réseau francilien Santé environnement, notamment, aborde la problématique de façon transversale.

Denis Robin La santé est devenue un secteur pluridisciplinaire. Aujourd'hui, elle est considérée par les décideurs politiques comme une politique publique parmi beaucoup d'autres. Il faut prendre en compte la totalité du problème et trouver les bons arbitrages, les bonnes mesures d'accompagnement, ce qui n'est pas toujours simple. Je ne suis pas décideur, je n'ai même pas toujours les moyens d'arrêter un projet qui me pose problème. En Île-de-France, le projet régional de santé-environnement fixe quelques priorités sur cinq ans et regroupe différents acteurs.

Yannick Nadesan il faut défendre la santé dans toutes les politiques publiques. Si la France avait une priorité pour la santé, cela permettrait d'élever de bonne manière les ambitions et les moyens au service de toute la population. Si, dans le domaine du logement, la santé était reconnue comme une priorité, il y aurait une dignité d'accueil. Il n'y aurait pas eu, par exemple, la baisse de l'APL compensée par les bailleurs sociaux, ce qui leur donne moins de capacités. Autre exemple : les transports en commun. La métropole de Rennes (Ille-et-Vilaine) va ouvrir la deuxième ligne de métro, qui aura comme bénéfice la réduction de l'usage de 70 000 voitures. Avec donc un impact bénéfique sur la qualité de l'air et la santé publique.

Quelles mesures concrètes peut-on à mettre en place ?

Alice Toussaint il faut des politiques de logement et de santé ambitieuses, et supprimer toutes les sources d'exposition au plomb.

Manuel Domergue J'incite les bailleurs et propriétaires bailleurs à installer des volets dans les logements afin de protéger les locataires pendant les vagues de chaleur d'été qui, on le sait, vont être de plus en plus nombreuses. Il faut instaurer une température maximale à ne pas dépasser, car sinon le logement devra subir des travaux obligatoires.

Yannick Nadesan Il faut augmenter les salaires et les pensions, mais aussi sortir des pesticides de synthèse en accompagnant les agriculteurs.

Yves Charpak Je plaide pour la mise en place de vrais partenariats au niveau local sur un certain nombre de sujets. J'incite chacun à travailler ensemble à l'échelle d'un territoire en interpellant les institutions.

Denis Robin J'imagine une mesure transversale avec la création d'études d'impact sanitaire obligatoires sur tous les projets portés par les collectivités, l'État… Et ce afin d'obliger à informer sur les impacts possibles sur la santé et quelles mesures peuvent être prises pour les compenser. ■

TABLE RONDE ANIMÉE PAR ANTONIN AMADO, RETRANSCRITE PAR NADÈGE DUBESSAY

> «Il existe un cumul d'inégalités de santé, sociales et liées au risque environnemental.»
> **DENIS ROBIN** Directeur général de l'ARS d'Île-de-France

> «Lorsqu'une partie de la population améliore sa situation, le bénéfice est réel pour la société entière.»
> **YANNICK NADESAN** Adjoint (PCF) à la mairie de Rennes

> «Pendant très longtemps, les acteurs publics se sont renvoyé les responsabilités.»
> **ALICE TOUSSAINT** Chargée de mission à l'Association des familles victimes du saturnisme

> «Les personnes qui subissent un mauvais environnement sont toujours les mêmes.»
> **MANUEL DOMERGUE** Directeur des études à la Fondation Abbé-Pierre

> «J'incite chacun à travailler ensemble à l'échelle d'un territoire en interpellant les institutions.»
> **YVES CHARPAK** Épidémiologiste



L'artiste fabrique les croix dans son atelier et les décore avec de la peinture vive et des objets récupérés çà et là dans le désert. Au centre de chacune, il incruste un point de métal rouge.

Alvaro Enciso et son chemin de croix

Avec son projet *Là où meurent les rêves*, cet artiste d'origine colombienne installé à Tucson, dans le sud de l'Arizona, rend hommage aux migrants morts pendant la traversée du désert en installant des croix là où ils ont perdu la vie.

Arizona (États-Unis), correspondance particulière.

Un mardi matin, par une température de 40 degrés, un petit groupe de bénévoles suit Alvaro Enciso le long d'un talus désertique du sud de l'Arizona, à une dizaine de kilomètres de la frontière mexicaine. Au point le plus haut, le groupe fait halte et commence à creuser. Une croix en bois peinte en vert vient se loger au cœur du Sycamore Canyon, le seul signe de présence humaine à des kilomètres à la ronde.

La croix est placée aux coordonnées exactes où le corps d'un migrant a été retrouvé. Alvaro Enciso n'a que quelques informations sur le défunt, Isaias Choc Chen : *« Homme. 45 ans. Causes de la mort : exposition aux éléments, hypothermie. »*

Ces quelques détails sont rares pour la plupart des dépouilles retrouvées : plus de la moitié des personnes décédées retrouvées dans le désert du Sonora n'ont pas encore été identifiées. Pour Alvaro Enciso, ces corps anonymes sont les cas les plus tristes. Souvent, il pense aux familles. Elles qui espèrent un jour recevoir un appel confirmant enfin l'arrivée de leur proche. *« Mais cela n'arrivera pas ici parce que nous avons les os. Nous ne savons tout simplement pas à qui ils appartiennent »*, confie-t-il. Choc Chen fait partie des milliers de personnes dont le rêve américain a été interrompu par les conditions de voyage vers le nord et auxquelles l'artiste tente de rendre un dernier hommage.

Depuis 1994, le gouvernement américain tente d'empêcher les traversées de la frontière par une politique dite de « prévention par la dissuasion ». Elle vise à forcer les migrants à marcher des dizaines de kilomètres dans des zones désertiques. Le raisonnement est simple : la plupart des exilés ne prendraient ainsi même pas le risque d'entreprendre le voyage. Cette mesure n'a pourtant pas réduit les flux migratoires, mais elle a provoqué des milliers de morts parmi ceux et celles qui ont tenté la traversée vers le nord, malgré les températures extrêmes, l'épuisement et la déshydratation.

D'après Humane Borders, une ONG qui travaille en partenariat avec le bureau du médecin légiste du comté de Pima, dans le sud de l'Arizona, 4 224 migrants sont décédés dans l'État depuis l'an 2000. En raison de l'immensité du territoire et des millions d'hectares de désert que les migrants traversent, une partie importante des dépouilles ne seront jamais retrouvées.

UNE ŒUVRE ÉPHÉMÈRE ET À JAMAIS INACHEVÉE

Pour se guider, Alvaro Enciso utilise une carte de Humane Borders qui recense les lieux où des corps ont été trouvés. Il fabrique les croix dans son atelier et les décore avec de la peinture vive et des objets récupérés çà et là dans le désert. Au centre de chacune, il incruste un point de métal rouge, correspondant à ceux indiqués sur la carte de l'ONG. Il sait que ces croix ne resteront en place que cinq à dix ans avant d'être détruites par les éléments, volées ou renversées par un animal.

Arrivé de Colombie au milieu des années 1960, l'artiste a servi dans l'armée américaine au Vietnam, avant de poursuivre ses études et de travailler au sein du gouvernement fédéral en tant qu'analyste et expert de la culture hispanique. Il affirme être l'une des rares personnes à avoir achevé son rêve américain.

Dans les années 1990, Alvaro Enciso décide de se réinventer. En 2011, il s'installe à Tucson et commence à travailler en tant que bénévole avec des ONG locales dans les zones reculées du désert. Il y découvre l'étendue des dégâts. En 2013, il entame son projet *Donde mueren los sueños (Là où meurent les rêves)* pour attirer l'attention sur toutes les vies écourtées en pleine quête pour un avenir meilleur.

Alvaro Enciso décrit sa démarche comme une œuvre conceptuelle comportant des éléments de land art, de performance et de phénoménologie. Pour lui, la croix va plus loin qu'un symbole religieux ou qu'un hommage de fortune aux défunts. *« L'Empire romain a inventé la croix pour tuer ; il avait pour habitude de suspendre le corps au soleil, sans eau, comme un moyen de dire aux gens : "Ne vous frottez pas à l'Empire"*, souligne Enciso. *Ce n'est pas différent de la stratégie de la patrouille frontalière. »*

À 78 ans, l'artiste a conscience que les quelque 1 000 croix qu'il a placées représentent une œuvre éphémère et à jamais inachevée : *« Dans deux cents ans, les gens commenceront à trouver ces morceaux de points rouges et se demanderont ce qui s'est passé ici. "Oh, vous savez, il y avait un vieux monsieur déglingué qui avait l'habitude de mettre des croix ici. Il est mort maintenant, mais c'était son héritage." »*

SIMON FEISTHAEUR FOURNET